



40 années de luttes et de succès

mobiliser, résister, transformer

2011 | le 40^e anniversaire de foei



**Les Amis
de la Terre
International**

mobiliser, résister, transformer

les amis de la terre international est une fédération internationale de diverses organisations écologistes populaires qui a plus de 2 millions de membres et de sympathisants de par le monde. Nous mettons en question le modèle actuel de mondialisation économique et commerciale et promouvons des solutions favorables à la création de sociétés respectueuses de l'environnement et socialement justes.

notre vision est celle d'un monde pacifique et responsable, composé de sociétés qui vivront en harmonie avec la nature. Nous rêvons d'une société de personnes interdépendantes vivant dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, où la justice et les droits des personnes et des peuples seront devenus des réalités.

Ce sera une société bâtie sur la souveraineté et sur la participation des peuples. Fondée sur la justice sociale, économique, écologique et de genre, elle se sera débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation, qu'elles s'appellent néolibéralisme, mondialisation, néocolonialisme ou militarisme.

Nous pensons que, grâce à ce que nous faisons, l'avenir de nos enfants sera meilleur.

les organisations d'amis de la terre se trouvent dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre/Galles/Irlande du Nord, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Belgique (Flandre), Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Corée, Costa Rica, Croatie, Curaçao (Antilles), Chypre, Danemark, Écosse, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grenade (Antilles), Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ancienne République yougoslave de), Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigeria, Nouvelle-Zélande, Norvège, Ouganda, Palestine, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République tchèque, Sierra Leone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tanzanie, Timor oriental, Togo, Tunisie, Ukraine et Uruguay. (pour obtenir les coordonnées des organisations d'Amis de la Terre veuillez contacter le secrétariat d'AdTI ou visiter www.foei.org).

téléchargeable sur www.foei.org

remerciements Juan Almedárez, Theo Anderson, Ekue Assem, Natalia Atz Sunuc, George Awudi, Javier Baltodano, Nnimmo Bassey, Adrian Bebb, Victor van de Belt, Palle Bendsen, Alexa Botár, Adam Bradbury, Mercedes Camps, Costas Charalambous, Musa Charmana, Paul de Clerck, Rebecca Connors, Derec Davies, Mira Edelstein, Monika Falkenberg, Francesca Gater, Rizwana Hasan, David Heller, Marcie Keever, Hyun Ji Kim, Hannah Kitchen, Amegadzé Kokou Elorm, Bård Lahn, Anabela Lemos, Theiva Lingam, Natalie Lowrey, Karin Nansen, Samuel Nguiffo, Francisco Molina, Frank Muramuzi, Michael O'Dwyer, Klitos Papastylianou, Judy Pasimio, Roque Pedace, Bobby Peek, Caroline Prak, Jumi Rahayu, Tatiana Roa Avendaño, Teresa Rodríguez Pierrard, Nick Rau, Isaac Rojas, Natalia Salvatico, Bertrand Sansonnens, Davina Shiell, Yuriko Shinohara, Liliane Spendler, Teguh Surya, Ana María Vásquez, Alberto Villarreal et Helen Wolfson.

équipe de rédaction Ronnie Hall et Ann Doherty

photo de couverture Une fois que la grand-mère a récolté le premier maïs de l'année, on le fait cuire et on le mange ensuite à même le pot. La personne qui répond le mieux aux questions qu'on lui pose sur les contes de fées que la grand-mère a racontés la nuit précédente a droit au premier épi. Celui qui prend le dernier épi doit nettoyer la vieille marmite avec les cendres du feu de cuisson. État de Swali Yenagoa Bayelsa, Nigeria. © Ifieniya Festavera Lott

design our@onehemisphere.se, www.onehemisphere.se

imprimé par www.beelzepub.com. Imprimé à l'encre végétale sur papier 100 % recyclé.

nous remercions le Ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS) et Oxfam-Novib.



**Les Amis
de la Terre
International**

les amis de la terre
secrétariat international

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
Pays-Bas
Tél : 31 20 622 1369
Fax : 31 20 639 2181
info@foei.org
www.foei.org

Des milliers de personnes inondent les rues de Copenhague pour réclamer la justice climatique.



40 années de luttes et de succès

nninmo bassey, président
des amis de la terre
international, nigeria

Quarante années de lutte, c'est beaucoup – et les luttes peuvent paraître interminables quand on y est au milieu – mais le quarantième anniversaire des Amis de la Terre International nous offre une excellente opportunité de nous arrêter un instant, avec nos amis et nos alliés du monde entier, tout simplement pour y réfléchir, pour nous émerveiller même de tout ce que nous avons accompli au cours des quatre dernières décennies.

Il est vrai que beaucoup de combats continuent encore, mais il y a eu aussi pendant ces quatre décennies des changements spectaculaires et des succès importants sur lesquels nous pouvons revenir en quête d'inspiration et de motivation. Par exemple, il y a quarante ans la protection de l'environnement était à peine mentionnée dans la plupart des programmes politiques ; à présent, elle est la norme dans de nombreux pays et la législation pour la protection de l'environnement et de la santé existe et se développe aux plans national et international. Cela est dû, pour une part non négligeable, aux efforts des organisations membres des Amis de la Terre International, qui ont durement travaillé pendant longtemps pour obtenir des résultats tangibles et significatifs, en étroite collaboration avec les communautés locales et avec leurs alliés des mouvements sociaux.

Or, les vingt dernières années ont vu l'ombre de la mondialisation néolibérale avancer sans pause sur le monde, menaçant et inversant cette orientation positive. Des sociétés transnationales toujours plus puissantes font de leur mieux pour arracher aux populations

locales et aux peuples autochtones le contrôle des ressources naturelles limitées de la planète. Bien des combats des Amis de la Terre se centrent maintenant sur l'opposition à cette offensive implacable.

Parfois nous sommes si absorbés par nos luttes que nous n'avons guère le temps de regarder en arrière. C'est justement cela que nous voulons faire en ce moment. Ce court rapport ne nous permet d'évoquer qu'une poignée d'exemples remarquables de nos luttes et de nos succès collectifs, mais ceux-ci vont de l'interdiction totale de la pêche à la baleine en Espagne (déjà en 1985), à la première loi nationale latino-américaine, adoptée au Costa Rica en 2011, interdisant tout nouveau projet d'extraction de métaux.

D'autres exemples encourageants de résistance populaire soutenue par les organisations membres des Amis de la Terre sont le moratoire de facto de nouveaux produits agricoles et aliments génétiquement modifiés qui existe dans l'UE depuis 1998 ; la suspension des plans de construction de 15 usines fonctionnant au charbon en Allemagne ; une nouvelle loi pour la protection des glaciers contre les mines en Argentine ; la décision de la Haute Cour du Bangladesh de fermer les chantiers de démantèlement de bateaux ; la décision du gouvernement norvégien de suspendre l'activité pétrolière dans le Nord de la Norvège ; l'attaque des activités destructrices des entreprises pétrolières au Nigeria ; l'approbation par l'Organisation maritime internationale de nouvelles normes sur la pollution provoquée par les navires.

Pourtant, l'amitié avec cette terre exige plus que de résister : il faut aussi transformer le monde pour qu'il devienne celui où nous voulons vivre, et le laisser à nos enfants en parfait état. Nous travaillons activement à la construction de ce monde meilleur, en étroite collaboration avec nos alliés, La Vía Campesina, la Marche mondiale des Femmes et bien d'autres encore.

Parmi nos victoires figure l'inclusion de l'eau en tant que droit de l'homme dans la Constitution uruguayenne ; la reconnaissance sans précédent des ramasseurs des déchets dans la Loi nationale sur la gestion environnementale des déchets adoptée en Afrique du Sud en 2009 ; la création au Ghana d'emplois alternatifs et durables pour 5 000 personnes, des femmes surtout ; l'approbation au Royaume-Uni, en 2008, de la première loi du monde sur le changement climatique ; la plantation communale d'une nouvelle forêt plus grande à Ostende, en Belgique (pour remplacer celle qui avait été détruite par le géant de l'énergie GDF Suez) ; la présentation d'un nouveau projet de loi sur la gestion des mines aux Philippines, pour que cette activité devienne durable et qu'elle soit basée sur les besoins ; la facilitation de la participation de plus de 600 000 personnes à 46 consultations populaires sur les projets miniers, pétroliers et hydroélectriques au Guatemala.

Quand nous regardons les quarante années passées, nous ne pouvons que saluer la ténacité de nos membres et sympathisants. Nous nous réjouissons de voir que les revendications de justice environnementale gagnent du terrain dans le monde entier.

Tout en sachant que les combats qui nous attendent seront durs car les crises mondiales se multiplient, en jetant un regard sur l'avenir nous pouvons voir un chemin que la solidarité et la coopération dans les actes transformateurs dessinent clairement. Nous sommes sûrs qu'en travaillant ensemble nous construirons un monde où règneront la justice et la dignité et où les droits de l'homme et de l'environnement seront respectés.

table des matières

adt bangladesh / bela	: pour démolir la sale industrie de démantèlement de bateaux	5
adt allemagne / bund	: contre la construction de centrales électriques au charbon	6
adt costa rica / coecoceiba	: interdiction historique des mines à ciel ouvert	7
adt nigeria / environmental rights action	: shell est empêchée d'entrer en ogoniland et traduite en justice	8
adt espagne	: la mort de la chasse à la baleine	10
adt uruguay / redes	: victoire dans la lutte pour la vie et contre la privatisation de l'eau	11
adt ghana	: le travail durable contribue à l'harmonie	12
adt australie	: alliance des agriculteurs et des écologistes contre le charbon et le gaz de couche	13
organisations adti	: l'europe entière lutte pour se débarrasser des ogm !	14
adt uruguay / redes	: la culture de semences indigènes	16
adt mozambique / justiça ambiental	: la lutte contre le barrage de mphanda nkuwa	17
adt philippines / lrç-ksk	: une nouvelle loi minière pour amener le changement	18
adt france	: quarante années de campagne pour un transport respectueux de l'environnement	19
adt norvège	: la suspension du forage pétrolier	20
adt argentine	: accueil glacial à l'annulation de la loi sur les glaciers	21
adt afrique du sud / groundwork	: les trieurs de déchets revendiquent leur gagne-pain	22
adt chypre	: la chasse aux braconniers	23
adt malaisie / sahabat alam malaysia	: la défense des droits coutumiers des autochtones	24
adt angleterre, galles et irlande du nord	: la première loi du monde sur le changement climatique	25
adt el salvador	: « nous pouvons vivre sans or, mais nous ne pouvons pas vivre sans eau »	26
adt cameroun / ced	: les cartes dressées par les bagyeli montrent le chemin du succès	27
adt corée du sud / kfem	: l'intervention directe retarde la construction d'un barrage	28
adt écosses	: les communautés luttent contre le nouveau charbon	29
adt honduras / madre tierra	: les communautés rurales réclament une véritable réforme agraire	30
adt belgique (flandre & bruxelles)	: une nouvelle forêt croît à ostende	31
adt états-unis	: suivre l'argent pour stopper la destruction environnementale	32
adt ouganda / nape	: consolider le soutien aux populations affectées par le barrage de bujagali	34
adt japon	: verdier le désert mongolien en chine	35
adt danemark	: contre la politique de captage et de stockage de carbone	36
adt costa rica / coecoceiba	: l'opposition à stone container transforme l'activisme écologiste	37
adt espagne	: l'expulsion des cultures transgéniques	38
adt indonésie / walhi	: la lutte contre le ciment en Java centrale	39
adt hongrie / mtsz	: une mosaïque géante colore le débat sur le climat	40
adt colombie / censat agua viva	: la défense du páramo el almorzadero	41
adt togo	: du soutien pour les peuples de pêcheurs togolais	42
adt ukraine	: le triomphe des ukrainiens sur une usine polluante	43
adt suisse / pro natura	: le public veut une législation ferme sur l'aménagement du territoire	44
adt australie	: le collectif barmah millewa	45
adt états-unis	: la protection des habitants de la côte	46
adt japon	: une position ferme au sujet de san roque	47

bangladesh



adt bangladesh / bela

pour démolir la sale industrie de démantèlement de bateaux

Les plages du Bangladesh où se trouvent les chantiers de démantèlement de bateaux trempent dans une soupe toxique de substances dangereuses : déchets pétroliers, amiante, PCB (polychlorobiphényle), plomb, arsenic, qui coulent des bateaux pendant qu'on les démantèle pièce par pièce.

Cette grave pollution de leur environnement, jointe aux fréquents incendies, explosions et accidents, fait que la vie des travailleurs de l'industrie de démantèlement de bateaux soit extrêmement dangereuse et qu'il y ait constamment des morts. 18 000 hommes y travaillent, certains n'ont que 14 ans et tous sont très mal payés, hébergés dans des logements des plus élémentaires, avec très peu ou pas de soins médicaux.

La Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination (1995) interdit l'exportation de déchets toxiques. Or, nombre de ces bateaux arrivent au Bangladesh en provenance de pays tels que les États-Unis, le Royaume-

Des travailleurs démantèlent des bateaux à Chittagong, Bangladesh.

Des travailleurs portent des pièces de fer d'un vieux navire, Chittagong, Bangladesh.

Démantèlement de bateaux au Bangladesh.



Uni, la Norvège ou le Japon. Afin de réduire les coûts, les propriétaires exportent illégalement ces vaisseaux après en avoir changé le pavillon. Les Amis de la Terre Bangladesh / BELA s'efforcent d'obtenir que ces navires ne soient acceptés dans les chantiers de démantèlement du pays qu'après qu'on ait certifié qu'ils ne contiennent pas de substances toxiques, comme l'exige la Convention de Bâle. Ils veulent aussi que le gouvernement du Bangladesh adopte et applique des normes pour la protection réelle des travailleurs et de l'environnement.

En 2009, Les Amis de la Terre Bangladesh ont remporté une victoire éclatante : la Haute Cour du pays a déclaré que les chantiers de démantèlement qui fonctionnaient sans autorisation environnementale – autrement dit, tous – devraient fermer en l'espace de quelques semaines. Cela faisait suite à un procès intenté par BELA, contre l'entrée d'un bateau qui figurait dans la liste noire de Greenpeace, le MT Enterprise. La Cour a interdit également aux démolisseurs du Bangladesh d'importer des vaisseaux arrivés à la fin de leur vie utile sans s'assurer au préalable qu'ils avaient été débarrassés de toute matière dangereuse. Depuis, au lieu de respecter ces normes les exportateurs de bateaux toxiques et les démolisseurs de bateaux ont fait de leur mieux pour influencer sur les gouvernements des pays exportateurs et pour corrompre les législateurs et les bureaucrates du Bangladesh. Un ordre récent, daté du 7 mars 2011, permet d'importer des bateaux pendant une période de deux mois seulement, mais il s'accompagne de conditions qui font que ces importations seraient en fait très limitées... à moins qu'on les ignore délibérément, comme c'est déjà arrivé.

Les Amis de la Terre Bangladesh, membres de l'ONG *Shipbreaking Platform*, sont décidés à obtenir que les décisions originelles soient maintenues et appliquées, pour que le littoral et la main d'œuvre pauvre du Bangladesh soient protégés contre l'exposition aux polluants mortels importés des pays développés.

<< Les employeurs ne nous traitent jamais comme des êtres humains. Ils ne nous plaignent que lorsque les procès intentés par BELA les obligent à fermer. Si BELA n'était pas là, le monde n'aurait probablement jamais connu notre misère. Nous espérons seulement qu'un jour le gouvernement viendra nous offrir du travail décent et nous protéger de la cruauté de nos riches patrons. >>

Jiven, travailleur d'un chantier de démantèlement de bateaux



allemagne

adt allemagne / bund

contre la construction de centrales électriques au charbon

Il y a quelques années seulement, le gouvernement allemand prévoyait de construire une trentaine de nouvelles centrales électriques au charbon dans tout le pays, alors que la chancelière Angela Merkel et le ministre de l'Environnement de l'époque, Sigmar Gabriel, s'affairaient à présenter l'Allemagne comme pionnière en matière de climat.



2001: Foel lifeboat at climate summit, Bonn, Germany.

- hard/mineral coal
- lignite
- stopped
- plans to construct
that might be stopped



© foec germany/bund

Emplacement et puissance en mégawatts des centrales électriques au charbon en Allemagne.

AdT participe à une manifestation devant le siège des pourparlers de l'ONU sur le climat à Bonn.



© foec

Les centrales électriques au lignite et au charbon sont plus de deux fois plus nuisibles au climat que les usines modernes au gaz. Les grands nuages de vapeur qui sortent des tours de refroidissement des centrales créent aussi un autre problème important : plus de la moitié de l'énergie produite se perd sous forme de chaleur. En plus, les centrales au charbon requièrent de forts investissements, de sorte qu'elles sont conçues pour avoir une durée de vie de plus de quarante ans. Ainsi, les nouvelles centrales au charbon condamneront l'Allemagne à émettre un grand volume de gaz à effet de serre pendant des décennies.

Si elles étaient construites, leurs émissions représenteraient un dixième des émissions totales des secteurs industriel et énergétique du pays. Les sociétés qui prévoyaient d'investir dans la revitalisation de cette technologie démodée et indésirable étaient RWE, Vattenfall, EnBW et E.ON.

Or, la résistance à ces projets a été intense au niveau de la population ; Les Amis de la Terre Allemagne / BUND et leurs nombreuses organisations locales ont réussi à stopper la construction de 15 d'entre eux, répartis sur toute l'Allemagne : Berlin, Lubmin, Kiel, Brunsbüttel, Stade, Wilhelmshaven, Brême, Emden, Dörpen, Düsseldorf, Cologne, Mayence, Ens Dorf, Quierschied et Germersheim. Heureusement, Les Amis de la Terre Allemagne ont convaincu beaucoup d'autres organisations de se joindre à leur campagne, ce qui a contribué à cet énorme succès !

Les Amis de la Terre Allemagne ont eu recours à des attaques d'ordre juridique, ce qui s'est avéré très efficace. Deux jugements seront bientôt prononcés concernant les procès intentés contre deux autres centrales au charbon qui sont déjà en construction, à Datteln et à Hambourg-Moorburg, et que Les Amis de la Terre et leurs membres locaux entendent stopper également.

Si l'Allemagne veut atteindre les objectifs environnementaux qu'elle a déclarés, le gouvernement fédéral doit abandonner ses plans de construire des centrales électriques au charbon.



costa rica



Les mines à ciel ouvert détruisent l'environnement.

© i. baier, dreamstime



Propos véhéments contre Crucitas.

Bannière « Costa Rica ne veut pas de mines ».

Discussion populaire sur Crucitas.



© www.fueradecrucitas.blogspot.com

adt | costa rica / coecoceiba

interdiction historique des mines à ciel ouvert

En novembre 2010, le Costa Rica est devenu le premier pays latino-américain à interdire l'extraction de métaux à ciel ouvert.



Opposing Crucitas in Costa Rica.

La seule mine d'or en plein air du Costa Rica, à Las Crucitas, avait été d'abord déclarée « d'intérêt national » par le président de l'époque, Oscar Arias, en octobre 2008, malgré le fait qu'elle représentait un danger grave pour la riche diversité biologique du bassin du fleuve San Juan.

Les Amis de la Terre Costa Rica / COECOCEIBA ont fait partie d'une plate-forme nationale composée d'organisations diverses, écologistes et paysannes, qui travaillaient avec les communautés de la région nord du pays. Ensemble, elles avaient fait campagne pendant dix-sept ans contre l'établissement de l'industrie minière dans cette région. Pendant cette période, cette grande coalition a intenté plusieurs procès, elle a manifesté à l'extérieur de la mine, marché vers le parlement et même participé à des grèves de la faim. À l'heure actuelle, plus de 90 % de la population s'oppose aux projets de mines à ciel ouvert.

En mai 2010, la nouvelle présidente du Costa Rica, Laura Chinchilla, a signé un décret exécutif qui suspendait l'extraction d'or à ciel ouvert dans le pays. Puis, en novembre 2010, l'assemblée législative invoquait le souci de l'environnement et renforçait le décret présidentiel en votant à l'unanimité l'interdiction de tout nouveau projet d'exploitation minière à ciel ouvert.

Pourtant, cette loi n'a pas affecté la plus grande mine d'or du pays, celle de Crucitas, jusqu'au 24 novembre 2010. À cette date, la Cour costaricienne a finalement annulé la concession préalablement accordée à la société minière Industrias Infinito. Les Amis de la Terre Costa Rica ont apporté une partie du soutien technique nécessaire, ainsi qu'un témoin expert qui a témoigné sur la question de l'impact sur les forêts.

nigeria

ad | nigeria / environmental rights action

shell est empêchée d'entrer en ogoniland et traduite en justice

Le gaz se trouve souvent mêlé au pétrole brut et il faut l'en séparer. Pour ce faire, le moyen le moins cher est de le brûler à l'aide de torchères, mais c'est aussi la méthode la plus destructrice. Elle acidifie les lacs et les fleuves et endommage les cultures et la végétation. Elle augmente les risques de maladies respiratoires, d'asthme et de cancer, et peut causer des respirations douloureuses, des démangeaisons, la cécité, l'impuissance, des fausses couches et la mort prématurée. Elle a aussi un impact mondial, puisque le brûlage de gaz est une des causes principales du changement climatique. En outre, il comporte le gaspillage d'un produit de grande valeur : tandis que presque les trois quarts des Nigériens vivent dans la pauvreté extrême, le Nigeria perd 2,6 milliards de dollars par an en gaz brûlé. Il n'est donc pas surprenant que cette pratique soit un facteur important des tensions et des conflits qui font rage dans la région du delta du Niger. Or, les entreprises comme Shell ont toujours refusé d'y mettre fin.

Les Amis de la Terre Nigeria / Environmental Rights Action font campagne depuis des années pour arrêter les pratiques dispendieuses et polluantes de Shell. En plus de sensibiliser le public nigérian, ils ont eu recours à la voie juridique pour forcer les compagnies pétrolières à rendre leurs activités plus propres.

En novembre 2005, la Haute Cour fédérale du Nigeria a statué qu'il fallait arrêter le brûlage de gaz dans la communauté Iwherekani du delta du Niger, parce qu'il violait les droits à la vie et à la dignité garantis par la Constitution. Le juge a déclaré aussi que le brûlage de gaz était inconstitutionnel. C'était la première fois qu'une décision de la Cour nigériane appliquait les droits garantis par la constitution du pays à une affaire environnementale. En 2009, le gouvernement a annoncé qu'il interdirait le brûlage de gaz au début de 2010. Pourtant, en dépit de ces succès, le gouvernement n'a pas encore obligé vraiment les entreprises pétrolières à cesser de brûler des gaz au moyen de torchères.

Cependant, le recours à la justice, joint aux campagnes et aux pressions permanentes sur les entreprises pétrolières et sur le gouvernement, commence à donner des résultats. Les cas de déversements de pétrole et de brûlage de gaz ont mis Shell sous le feu des projecteurs au niveau mondial, même si le gouvernement n'a pas encore mis un point final à ces activités. Ils ont obligé Shell à révéler quelques informations au moins sur ses opérations au Nigeria. Dernièrement, l'entreprise a été rayée de l'Indice de durabilité Dow Jones : d'après plusieurs sources, cela a été dû à la pollution permanente qu'elle produit au Nigeria. La réputation de l'entreprise a pris un grand coup.

En outre, les communautés de tout le delta du Niger – même celles qui ne sont pas directement touchées – ont compris qu'elles étaient capables d'attaquer les entreprises pétrolières. Elles sont devenues plus nombreuses à s'engager dans des procès. Par exemple, une organisation de jeunes a présenté une demande pour que l'entreprise pétrolière Agip cesse de brûler des gaz dans la communauté.



2004 : Des enfants regardent de tout près tandis que Shell brûle du gaz à Numaekepe, un village situé à courte distance du site.

2004 : torchère pour le brûlage de gaz au delta du Niger, Nigeria.



Les campagnes locales, nationales et internationales s'unissent pour combattre les abus de Shell

La destruction de l'environnement et la complicité dans des violations des droits de l'homme dans le delta du Niger ont valu à Shell une triste réputation internationale et déclenché la formation du Mouvement pour la survie du peuple Ogoni (MOSOP), dirigé par Ken Saro-Wiwa et par d'autres leaders de la région des Ogoni. Or, en novembre 1995 Ken Saro-Wiwa et huit autres ont été exécutés par la dictature militaire. Des procès ont suivi, où Shell a été accusée de complicité dans ces morts. Les avocats des Amis de la Terre Nigeria / ERA ont fait partie de l'équipe qui défendait le regretté Ken Saro-Wiwa, et ils collaborent aussi dans les procès en cours contre la pollution.

En juin 2009, un cas historique contre Shell a été résolu à l'amiable, avant un procès en instance à New York. Shell a payé 15,5 millions USD d'indemnités aux victimes de violations des droits de l'homme d'Ogoniland. Néanmoins, et malgré sa décision de régler la question à l'amiable, l'entreprise a déclaré qu'elle « n'avait eu aucune participation aux actes de violence qui avaient eu lieu ».

Le 3 décembre 2009, un procès sans précédent intenté par quatre victimes nigérianes de déversements de pétrole de Shell dans trois villages, avec la collaboration des Amis de la Terre Pays-Bas / Milieudefensie, a démarré à la Cour de La Haye. C'était la première fois de l'histoire qu'une grande société néerlandaise y était jugée pour des dommages qui avaient eu lieu à l'étranger. Après une série de réclamations de Shell concernant des questions de procédure, que la Cour a maintenant rejetées, le « vrai » procès commencera en 2011.

Shell continue d'être l'objet de poursuites. En janvier 2011, Les Amis de la Terre International, AdT Pays-Bas / Milieudefensie et Amnesty International ont déposé une plainte auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), après que Shell a déclaré que les déversements de pétrole dans le delta du Niger sont presque toujours le résultat de sabotages. Les plaignants mettent en question la validité des chiffres que Shell a donnés au sujet des causes des fuites de pétrole au Nigeria. Ces déclarations mensongères sont très préjudiciables aux communautés car, si la cause du déversement est le sabotage, la compagnie n'est pas obligée de payer des indemnités.

Shell a toujours l'accès interdit en Ogoniland et, tant qu'elle n'aura pas nettoyé la pollution qu'elle a provoquée et cessé de brûler du gaz dans tout le delta du Niger, elle sera citée devant les tribunaux jusqu'à ce que justice soit faite.



© e.gilligan, foe evvni



© e.gilligan, foe evvni



© e.gilligan, foe evvni



© p.roderick

2004 : déversement de pétrole de Shell à Nunpoku.

2004 : barils de Shell au Nigeria.

2004 : fuites de pétrole de Shell à K-dere, Ogoniland.

2004 : torchères de gaz de Shell dans le champ de pétrole dans le village d'Ummebulu, près de Fort Harcourt, Delta du Niger.

Les Amis de la Terre Nigeria distribuent régulièrement des fiches d'information et des bulletins, publient des annonces dans les journaux locaux et organisent des assemblées dans les villages concernés, pour que la population soit au courant des procès en cours et pour renforcer leur confiance dans les tactiques de ce type. Les membres du personnel de l'organisation font aussi des voyages au delta de Niger pour identifier les communautés affectées par de nouveaux déversements de pétrole et pour en constater les effets nuisibles, afin de les utiliser comme preuves supplémentaires.

En 2010, le géant pétrolier Shell a annoncé qu'il investirait 600 millions de dollars à supprimer un tiers des torchères de gaz du Nigeria et, en mars 2011, le président du pays a annoncé une « révolution du gaz » qui, pour beaucoup, marquerait la fin du brûlage. Or, il est douteux que cela arrive : une étude de cette dénommée révolution montre qu'elle a pour but d'attirer des investissements, sans préciser si le gaz à utiliser sera celui qu'on brûlait auparavant ou s'il sera extrait de nouveaux gisements. En outre, après avoir reporté à maintes reprises la date limite, le gouvernement nigérian a recouru à une nouvelle astuce : pendant la CdP-15 à Copenhague, il a dit aux spéculateurs du carbone que le gaz des torchères serait désormais utilisé pour produire de l'électricité et qu'il obtiendrait des crédits de carbone par le biais du Mécanisme de développement propre (MDP). Bien que le brûlage de gaz soit illégal depuis des décennies, la CCNUCC a déclaré alors qu'une ou deux de ces propositions pourraient être acceptées en tant que projets MDP. Cette perspective risque de se traduire par de nouveaux atermoiements dans l'élimination du brûlage illégal de gaz dans les champs pétroliers du delta du Niger. La résistance devra continuer.

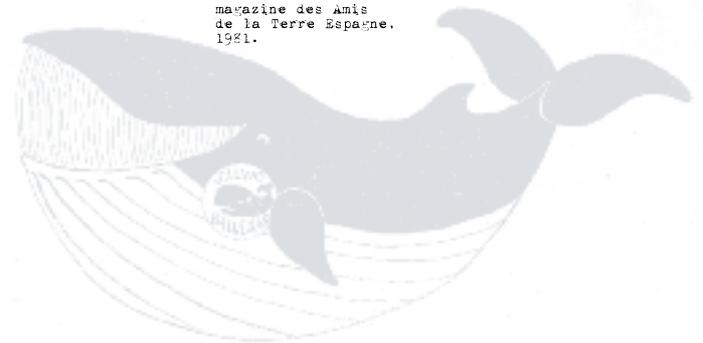


espagne



Cachalot.

Couverture du magazine des Amis de la Terre Espagne, 1981.



adt espagne

la mort de la chasse à la baleine

En 1972, la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain a approuvé la recommandation de suspendre pendant dix ans la chasse commerciale de baleines. Dans cette même décennie, de nombreux pays non baleiniers ont rejoint la Commission baleinière internationale (CBI), d'orientation commerciale, de sorte que celle-ci s'est transformée peu à peu en une organisation centrée sur la conservation des baleines. L'Espagne, un pays baleinier, n'en faisait pas partie.

En 1979, la CBI a interdit la capture de toutes les espèces de baleines (à l'exception de la baleine de Minke) par des navires-usines. Cependant, certaines lacunes dans cette interdiction ont permis que la chasse continue. La même année, les Amis de la Terre Espagne ont entrepris une campagne contre la capture de baleines, que le gouvernement espagnol a essayé de bloquer. Cependant, du fait que la CBI interdisait à ses membres de négocier avec des non-membres, l'Espagne s'est vue obligée de rejoindre la commission pour pouvoir vendre ses prises au Japon, qui en était membre.

Les Amis de la Terre y ont vu une occasion d'influer sur le gouvernement espagnol, et l'organisation s'est inscrite à la CBI en tant qu'observateur. Cela lui a permis d'exercer des pressions aux niveaux national et international, ce qui était nouveau pour le mouvement écologiste espagnol. En 1981, deux cent mille personnes ont signé la demande d'un moratoire sur la chasse à la baleine, proposé par une alliance d'organisations, dont les Amis de la Terre.

Les Amis de la Terre Espagne ont obtenu un siège d'observateur à la 33e assemblée de la CBI qui s'est tenue au Royaume-Uni ; ils ont pu assister aux séances plénières et à celles du Comité technique, en représentation de toutes les associations écologistes d'Espagne. Cette rencontre a été très importante pour la campagne, car elle a révélé que seule une minorité de pays, dont l'Espagne, chassaient encore la baleine.

La même année, Les Amis de la Terre Espagne ont persuadé le Parti socialiste espagnol (PSOE), alors d'opposition, de présenter au parlement un projet formel de moratoire sur la chasse à la baleine. Cela a accéléré le succès. À la réunion de 1982 de la CBI, la position de l'Espagne sur la chasse à la baleine avait changé et, trois ans plus tard, un moratoire national était déclaré. En 1985, la chasse à la baleine avait cessé en Espagne et les usines baleinières de Cee et de Cangas étaient fermées.



uruguay

adt | uruguay / redes

victoire dans la lutte pour la vie et contre la privatisation de l'eau

Le 31 octobre 2004, en une décision historique, 64,7 % des Uruguayens ont voté une réforme constitutionnelle pour la défense de l'eau. Ainsi, l'eau a été incluse dans la Constitution du pays en tant que droit de l'homme, permettant qu'elle soit gérée de façon durable, participative et publique.

Le referendum a été proposé par la Commission nationale pour la défense de l'eau et de la vie (CNDAV d'après l'espagnol), dont Les Amis de la Terre Uruguay / REDES est membre actif. La CNDAV était constituée par un grand nombre d'organisations sociales et politiques qui s'opposaient à la commercialisation de l'eau. Elle avait été créée en 2002, en réponse à une lettre d'intention que le gouvernement uruguayen et le Fonds monétaire international venaient de signer et qui visait à élargir la privatisation des services d'eau potable et d'assainissement dans le pays, par le biais d'entreprises comme Suez Lyonnaise des Eaux (France) et Aguas de Bilbao (Espagne).

Après la réforme constitutionnelle, les services d'eau ont été nationalisés. Dans le cas de Suez, et suite à une campagne de portée continentale, l'entreprise a dû quitter plusieurs pays latino-américains. Le succès du referendum sur l'eau a représenté une victoire sociale d'une importance vitale : la réforme constitutionnelle en Uruguay et la guerre de l'eau à Cochabamba (Bolivie) sont devenues des pierres angulaires du mouvement mondial en défense de l'eau. En 2005, le 31 octobre a été déclaré Jour international d'action pour la défense de l'eau. Le mois d'octobre est devenu un mois d'action mondiale contre la mainmise des transnationales sur l'eau et pour la protection de l'eau en tant que bien commun auquel tout le monde a droit, sous le slogan « L'eau c'est la vie, et non une marchandise ».



© foc uruguay/redes

Octobre 2003 : « Fleuve humain », manifestation pour l'eau organisée par AdT Uruguay au moment de présenter la pétition d'inclure l'eau dans la constitution en tant que droit de l'homme.

Octobre 2003 : manifestation « Fleuve humain » organisée par AdT Uruguay.



© foc uruguay/redes

AGUA PARA LA VIDA



© foc uruguay/redes

Octobre 2003 : remise de la pétition.



ghana



Formation aux petites entreprises durables pour les femmes de Ghana.

Petites entreprises durables au Ghana. programme de formation de la communauté locale. une initiative d'adt Ghana.

Atelier de formation pour femmes. Ghana.



adt ghana

le travail durable contribue à l'harmonie

Le Nord du Ghana, aride et lointain, subit depuis longtemps des conflits tribaux et des perturbations sociales ; l'insécurité alimentaire s'accompagne d'un taux d'analphabétisme élevé, et la pauvreté et la dégradation environnementale y sont généralisées. Les mauvaises conditions de vie forcent beaucoup de jeunes, et surtout beaucoup de femmes, à partir vers le Sud du pays en quête de travail domestique. Pour lutter contre cette migration, Les Amis de la Terre Ghana ont mis en place un projet dénommé « Développement pacifique et durable », qui vise à créer des emplois rentables et durables au sein des communautés. Non seulement les emplois ainsi créés réduisent directement la pauvreté, mais les jeunes sont en outre moins portés à s'impliquer dans des conflits.

<< La participation des jeunes à des conflits a beaucoup diminué, parce que les jeunes oisifs ont eu la possibilité de s'occuper grâce à l'établissement du Centre pour la création d'entreprises. >>

Le projet aide ceux qui ont quitté l'enseignement et soutient les activités économiques des femmes et des jeunes de la campagne. Ceux qui souhaitent reprendre leur éducation et se présenter à des examens sont réinscrits et reçoivent des cours gratuits. Des garderies ont été créées pour que les femmes puissent entreprendre des activités productives. On leur fournit des outils agricoles et des semences. Des centres d'élaboration de beurre de karité et de gari ont été installés. Les femmes ont reçu des bicyclettes à remorque pour qu'elles puissent transporter leur production agricole au marché.

Le projet offre aussi des cours de couture, de batik, de teinture et de dessin textile en général, ainsi que des ateliers d'administration, de comptabilité, de gestion et de résolution des conflits.

La diversification des activités économiques des femmes a permis d'augmenter la sécurité alimentaire. Certaines communautés ont réussi à produire un excédent de gari, de haricots et d'arachides qui leur permet de commercer avec les gens du Sud du pays. Ces femmes d'entreprise ont acquis une nouvelle autonomie ; elles peuvent réinvestir dans leurs villages, jouissent d'indépendance économique et sont plus libres de choisir leur propre avenir. Grâce à l'augmentation de l'argent disponible, davantage d'enfants, et surtout de filles, peuvent maintenant aller à l'école. Il y a eu des améliorations aussi dans les services de santé.

Au cours des cinq dernières années, le projet a touché directement plus de 5 000 personnes, dont 90 % de femmes. Les ateliers et les programmes de formation ont fonctionné dans les écoles, les mosquées et les églises. Les clubs sociaux organisés dans les villages et les écoles ont mis en contact des groupes ethniques différents, donnant aux jeunes l'occasion de mettre à l'essai leurs capacités de réconciliation récemment acquises. Le projet a réussi aussi à accroître la participation des femmes à la prise de décisions.

À présent, ces projets ont été transférés aux communautés, qui les gèrent efficacement sans participation directe des Amis de la Terre Ghana.

M. Welvis Hudu Adam, ancien directeur municipal (maire) de l'Assemblée municipale de Yendi, une des zones concernées par le projet.



australie



Piquet de grève de Tara.

Action Fermez les Portes.



adt | australie

alliance des agriculteurs et des écologistes contre le charbon et le gaz de couche

En Australie, les agriculteurs et les écologistes ne sont pas des alliés par nature, mais Les Amis de la Terre et les paysans ont comblé ce fossé pour s'opposer ensemble à l'expansion des mines de charbon et de l'extraction de gaz de couche.



Viking billboard.

L'Australie est le premier exportateur de charbon du monde, et l'extraction de gaz de couche a commencé à s'y développer. Beaucoup de nouvelles mines de charbon à ciel ouvert sont prévues pour la zone de Darling Downs, grande productrice d'aliments. À des endroits comme la belle vallée de Felton, près de la ville de Toowoomba, une grande mine sera creusée, et elle s'accompagnera d'une usine pétrochimique qui, à elle seule, produira près de 3 pour cent des émissions de gaz à effet de serre du Queensland. Quarante mille puits de gaz de couche, gazoducs, stations de compression et usines de gaz naturel liquéfié sont prévus pour cette région, et d'autres encore dans le reste du pays.

Cela aura pour conséquences la perte et la destruction d'une bonne partie des meilleures terres agricoles, la dégradation et la diminution des systèmes d'eau souterraine tels que le Grand bassin artésien, des problèmes de santé pour les populations concernées, et la destruction généralisée de l'habitat. Les émissions de gaz à effet de serre de l'industrie vont augmenter la part des émissions du Queensland, et celles de l'ensemble de l'Australie, de plus de 6 %.

Les Amis de la Terre Brisbane ont réagi en organisant la campagne Six degrés et en y associant de nombreuses communautés et organisations rurales qui s'opposent à l'intrusion de l'exploitation de charbon et de gaz de couche parce qu'elle met en danger leurs terres et le bien-être de la population.

Du moment que le gouvernement étatique soutient fermement le secteur minier, Les Amis de la Terre et les diverses organisations d'agriculteurs ont décidé de créer la campagne *Lock the Gate* (fermez la barrière à clé). Leur but est de persuader tous les propriétaires terriens de refuser de négocier avec les entreprises minières, en dépit des diverses lois qui rendent ce refus illégal.

Le mouvement s'est propagé dans tout le pays, au point que la campagne *Lock the Gate* a pris une portée nationale et qu'une Alliance a été établie pour coordonner les campagnes organisées dans les divers États.



europe

organisations adti

l'europe entière lutte pour se débarrasser des ogm !

Au début des années 1990, un nouveau danger a menacé notre environnement et notre santé : les organismes et les aliments génétiquement modifiés. Les Amis de la Terre Europe ont vite réagi à cette nouvelle tentative de quelques grandes sociétés agro-industrielles d'imposer leurs produits et d'accroître leur maîtrise de la chaîne alimentaire.

La priorité a été d'abord de suivre l'évolution de la législation européenne et de mieux faire connaître le problème au public. Les organisations membres ont commencé aussi à mobiliser les gens au niveau local. Bientôt, les Amis de la Terre sont devenus une référence sur la question de la manipulation génétique. Grâce à l'indignation du public et aux pressions exercées par divers groupes, dont les Amis de la Terre, les OGM ont fini par faire l'objet d'un moratoire *de facto* à partir de 1998.

Un mot résume la campagne contre les OGM des Amis de la Terre Europe : la diversité. Avant tout, la diversité des personnes. Peu à peu, de plus en plus d'organisations AdT et autres, de tous les coins d'Europe et même d'Europe orientale, s'y sont associées. Cela a été crucial pour que la campagne puisse combiner le lobbying national et européen et influencer sur les politiques, en construisant un mouvement populaire contre les OGM, en rendant l'opinion publique hostile et en créant des résistances dans chaque région et dans chaque village du continent. Les liens et la coordination avec les activités contre les OGM des Amis de la Terre International ont renforcé cette campagne, qui s'est étendue du niveau local au niveau mondial.

La diversité a caractérisé également les activités de la campagne, qui ont inclus aussi bien le lobby hautement qualifié aux niveaux national, régional et européen, que le travail d'information du public dans de nombreux pays ; aussi bien la Tournée de la Tomate à travers l'Europe, que des journées d'action décentralisées ; aussi bien des conférences internationales qu'une marche de caddies devant le siège de la Commission européenne.

Stand pour recueillir
des signatures
pour la campagne
Bite Back.



La tomate géante
en tournée.

Activistes des Amis
de la Terre de 14
pays européens
demandent que leurs
aliments soient
protégés contre la
contamination
génétique. Octobre
2002, Bruxelles.





La campagne Bite Back des Amis de la Terre cherche à éviter que les USA et l'organisation mondiale du commerce obligent les Européens à manger des OGM.



© foe europe



© foe evm/n/cobbing



© foe evm/n/cobbing



© foe evm/n/cobbing

Activiste anti-OGM.

Des agriculteurs et des membres du public du Royaume-Uni à la manifestation de tracteurs et de chars contre les OGM, en octobre 2003.

Culture du maïs au Royaume-Uni.

Un exemple en est la campagne Bite Back (rendre la pareille), organisée pour contrer la plainte présentée par l'Organisation mondiale du commerce au sujet des politiques de l'UE en matière d'OGM. La Tournée de la tomate géante en faisait partie : entre 2003 et 2004, une tomate géante a visité une vingtaine de villes de 12 pays. C'était un excellent moyen de sensibiliser le public, d'obtenir une bonne couverture médiatique et de réunir des signatures. La campagne Europe sans OGM, organisée par AdT, a été aussi une des plus grandes actions européennes et elle a réussi à créer un véritable mouvement de villes et de régions en défense de leur droit à refuser les transgéniques.

La diversité la plus importante de toutes a été celle des succès remportés. Au début des années 1990, les Amis de la Terre avaient semé le doute en Europe à propos des OGM. Vingt années plus tard, d'innombrables organisations de la société civile sont impliquées, l'opinion publique est massivement contraire aux OGM, et les cultures OGM n'existent presque plus en Europe. Simultanément, les Amis de la Terre Europe ont réussi à influencer sur la législation européenne et sur beaucoup d'autres réglementations et décisions politiques.

Malgré le temps écoulé, la campagne reste forte et réussie. Neuf pays ont interdit d'une manière ou d'une autre les pommes de terre MON810 et Amflora (les seuls OGM autorisés pour être cultivés), et plus de 200 régions et de 4 500 autorités locales ont déclaré leur territoire 'Sans OGM'. L'Union européenne étant un grand importateur d'aliments et de produits agricoles, le fait qu'elle interdise les OGM contribue à en débarrasser le monde. Espérons que cela continuera !



uruguay



École de durabilité d'ATAIC, septembre 2010, Brésil.
Des agriculteurs échangent des semences.



adt | uruguay / redes

la culture de semences indigènes

Les Amis de la Terre Uruguay / REDES fait partie d'une alliance établie pour récupérer et défendre les semences indigènes, à laquelle participent l'Association de cultivateurs de produits biologiques d'Uruguay (APODU) et le Centre régional du Sud (CRS) de la Faculté d'Agronomie (Université de la République).

Ils recherchent des moyens collectifs de travailler ensemble à petite échelle, en appliquant des modes de production familiaux. Le réseau organise des échanges de semences, des activités de formation et des rencontres nationales et régionales d'évaluation et de planification. Les membres du réseau sont organisés en groupes répartis sur tout le pays.

La première année, entre 20 et 30 producteurs y ont participé ; ils ont commencé à collaborer à la production et à l'échange de semences locales, en augmentant les volumes de semences de certaines cultures importantes pour la production biologique. Ainsi a été constitué un collectif pour la conservation de semences indigènes, dénommé Réseau de semences indigènes, qui encourage l'échange de graines et des connaissances traditionnelles associées.

En 2010, après plusieurs années de développement, près de 120 producteurs y ont participé. Grâce à ce travail, des semences d'oignon, d'ail, de pomme de terre, de patate douce, de carottes, de courge, de fraise, d'avoine, de blé, de maïs, de tomate, de poivron, de haricot et de tournesol ont été produites. En plus, il y a eu des évaluations de différents types d'oignon, d'ail, de fraise, de patate douce, de tomate, de blé et de patate. Plus de 30 variétés, produites surtout de façon écologique, ont été distribuées aux agriculteurs pour qu'ils les utilisent dans leurs champs.



mozambique



© foto mozambique/ja!



© foto mozambique/ja!



© foto mozambique/ja!

M. Morais, membre de la communauté mozambicaine.

Des Mozambicains qui s'inquiètent de leur avenir.

Territoire mozambicain qui sera inondé.

adT mozambique / justiça ambiental

la lutte contre le barrage de mphanda nkuwa

AdT Mozambique / Justiça ambiental (JA!) travaille aux côtés des communautés du bassin du fleuve Zambezi depuis plus de neuf ans, pour lutter contre les effets du barrage de Cahora Bassa et pour empêcher la construction de celui de Mphanda Nkuwa. Dans un pays aussi pauvre que le Mozambique, où moins de 14 % de la population a accès à l'électricité, la décision d'investir plus de deux milliards de dollars dans un projet qui a pour but principal d'exporter de l'énergie en Afrique du Sud équivaut à ignorer les besoins du pays et, en plus, à obliger les plus pauvres entre les pauvres à en couvrir les frais.

Le barrage de Mphanda Nkuwa risque de compléter la destruction du bassin du Zambezi et, par là même, les moyens d'existence de ses habitants, dont 80 % dépendent de l'agriculture et de la pêche. Le barrage de Cahora Bassa, plus ancien, a déjà obligé des milliers de personnes à se réinstaller ailleurs, il a diminué la fertilité du sol, augmenté l'érosion, porté atteinte à la pêche et à l'agriculture, aggravé les risques d'inondation et de malaria, et diminué le volume disponible d'eau potable.

En 2001, le gouvernement mozambicain a décidé de construire le nouveau barrage, 70 km en aval du premier. Cela ferait partir au moins 1 400 personnes et en affecterait 200 000 autres. Parmi les effets prévus figurent une destruction encore plus grande du delta et de sa diversité biologique, davantage d'inondations et d'érosion, et la dégradation de l'agriculture de subsistance dans la plaine inondable. En outre, le barrage est situé dans une zone d'activité sismique. Tout laisse prévoir que ce projet de « développement » tournera au désastre. Les activistes et les communautés se sont débrouillés pour retarder la construction mais, en 2010, le gouvernement mozambicain l'a approuvée, au mépris de la législation du pays et sans évaluation d'impact environnemental.

Les Amis de la Terre Mozambique et les communautés locales continuent de lutter pour éviter cette catastrophe, en sensibilisant le public, en organisant des actions, en proposant des alternatives et en gardant l'espoir.

<< Le barrage de Mphanda Nkuwa ne représente pas le progrès. Il sera construit au prix de l'avenir du Mozambique et de celui des habitants du Zambezi. De grandes entreprises étrangères récolteront les bénéfices et le peuple du Zambezi perdra le peu qu'il avait. Le progrès consisterait à apporter de la lumière et de la sécurité aux gens. Si le gouvernement veut le meilleur pour le pays, il faut arrêter le projet et accorder la priorité à la restauration du Zambezi. >>



philippines



© a. oquias, dreamstime



© n. mearod, free-philippines

adt | philippines / lrc-ksk

une nouvelle loi minière pour amener le changement

La vie sur l'eau. Philippines.

Présentation au Congrès du projet de loi sur la gestion des minéraux.

Cabanes de la région de Taseytay, aux Philippines.



© audioscience, dreamstime

Les Amis de la Terre Philippines / LRC-KsK travaillent depuis de nombreuses années avec les peuples autochtones et les communautés rurales touchées par les effets de l'exploitation minière. Celle-ci épuise des ressources non renouvelables et elle a de fortes répercussions sur la société et sur l'environnement ; pourtant, la législation et les politiques du gouvernement philippin ont toujours favorisé ces activités depuis 1995, date d'adoption de la Loi minière des Philippines. Cette loi visait à libéraliser l'industrie minière et à attirer des investissements étrangers de manière à répondre aux exigences de la mondialisation.

La Cour suprême avait déclaré cette loi inconstitutionnelle mais, moins d'un an plus tard, cette décision a été annulée. L'histoire de cette affaire reflète la propension des administrations successives à prendre des décisions qu'elles savent erronées dès qu'on invoque les avantages supposés de l'exploitation minière.

La facilité avec laquelle les entreprises minières occupent les terres et les domaines ancestraux des peuples autochtones, et les controverses que soulève l'établissement de mines dans les bassins hydrologiques et dans d'autres zones protégées, contrastent vivement avec les avantages promis. Le désastre de Marcopper, à Marinduque, est un des exemples les plus tristement célèbres : quand un tuyau de drainage a éclaté en 1996, plus de trois millions de tonnes de déchets toxiques ont été déversées dans le fleuve Boac, provoquant sa mort biologique.

La société civile et Les Amis de la Terre Philippines ont collaboré à la rédaction et à la défense d'une nouvelle Loi sur la gestion des minéraux destinée à remplacer celle de 1995.

Le projet de loi, présenté formellement par plusieurs députés le 1er décembre 2010, vise à conserver les ressources minérales non renouvelables, au profit des générations présentes et futures de Philippines, par l'adoption d'une méthode de gestion durable, rationnelle et fondée sur les besoins. Il préconise d'utiliser, de développer et de gérer les ressources naturelles et, en particulier, les minéraux, de manière à contribuer à l'industrialisation et à la croissance nationales. Près de 200 activistes qui représentaient les communautés touchées par les mines, les peuples autochtones, l'église, les organisations de la population urbaine pauvre et les groupes écologistes de la société civile se sont réunis devant la Chambre des députés pour chanter en faveur de la nouvelle loi, en costume de père Noël et en jouant du tambourin.

<< Ce projet de loi est le résultat d'années de consultations minutieuses et d'ateliers de rédaction avec les communautés de peuples autochtones et d'habitants de la campagne, avec des organisations multisectorielles, des groupes de la société civile et des organisations religieuses, qui sont les vraies victimes et les témoins des ravages provoqués par la politique minière actuelle du gouvernement. C'est le peuple qui a rédigé ce projet de loi. >>

Judy Pasimio, Les Amis de la Terre Philippines



Vélorution en France dans les années 1970.

adt | france

quarante années de campagne pour un transport respectueux de l'environnement

« Adapter la ville aux automobiles » en créant des autoroutes urbaines : tel était le souhait de Georges Pompidou, symbolisé fin 1971 par le projet de construire une autoroute sur la rive gauche de la Seine, à Paris. Par contre, les Amis de la Terre sont d'avis que ce culte de l'automobile transforme les rues en véritables pièges à rats pour les cyclistes et provoque une pollution qui touche tous les habitants des villes, qui doivent supporter les gaz d'échappement et le bruit.

Au printemps 1972, les Amis de la Terre France ont inauguré une campagne contre les voitures et pour l'utilisation de bicyclettes dans les villes. Ils ont organisé des manifestations à bicyclette, les premières « vélorutions », qui ont réuni des milliers de cyclistes autour de la devise « Bagnoles, ras-le-bol. Ça pue, ça pollue et ça rend nerveux ! ».

En mai 1976, le magazine des Amis de la Terre France, intitulé « Vive la vélorution », s'est fait l'écho de la Journée mondiale du vélo organisée le 5 juin par Les Amis de la Terre International à Paris, à New York, à Londres, à Bruxelles et dans des dizaines d'autres villes. Finalement, le projet d'autoroute à travers le cœur de Paris a été abandonné et, depuis, les voitures ont perdu leur place dominante dans beaucoup de villes.

En 1977, pendant la campagne électorale locale, les Amis de la Terre France ont fait campagne pour l'adoption d'un plan de circulation urbaine de Paris qui incluait l'introduction de voies cyclables et de bicyclettes municipales. Ces idées ont finalement été reprises, 25 ans plus tard, par le maire de Paris.

Aujourd'hui, la lutte permanente contre les automobiles dans les villes s'insère dans une campagne mondiale pour la transition vers des villes écologiques et des sociétés durables, une question d'importance majeure pour les Amis de la Terre France.



norvège



« Lofoten et Vesterålen sans pétrole »

Les îles Lofoten et le panorama autour de Reine, un village de pêcheurs.

Des jeunes d'AdT Norvège saluent le congrès national du parti des travailleurs (celui du Premier ministre) avec le slogan « Lofoten et Vesterålen sans pétrole » et portant les chapeaux traditionnels des pêcheurs.



adt norvège

la suspension du forage pétrolier

Le 11 mars 2011, le gouvernement norvégien a décidé de suspendre l'activité pétrolière dans les zones de Lofoten, Vesterålen et Senja, dans le Nord de la Norvège. Cette décision a représenté une importante victoire pour les Amis de la Terre Norvège / Norges Naturvernforbund et pour tout le mouvement écologiste, qui fait campagne à ce sujet depuis des années.



Arne Hole.

Les zones proches du littoral des archipels de Lofoten, Vesterålen et Senja, situés dans le Nord de la Norvège, figurent parmi les écosystèmes les plus sensibles et riches en diversité biologique du monde. Ils possèdent des récifs d'eau froide, des cachalots et des orques, et des colonies d'oiseaux marins qui sont parmi les plus peuplées d'Europe ; en outre, ils sont la frayère du plus grand stock de morues qui reste au monde. Les Amis de la Terre Norvège ont travaillé avec la population locale et avec les organisations de pêcheurs, pour réclamer que ces zones soient protégées contre les dangers et les émissions des activités pétrolières et gazières.

La décision gouvernementale n'a pas été une victoire définitive ; le problème risque de se poser à nouveau dans quelques années. Néanmoins, cela méritait certainement un moment de célébration pour tous ceux qui avaient travaillé si durement pour protéger ces zones uniques contre les méfaits de l'activité pétrolière et gazière. Cette victoire est une source d'inspiration pour tous ceux qui continuent à lutter contre l'industrie pétrolière, et elle prouve que la persévérance porte ses fruits. Les faits scientifiques leur donnant raison, et grâce au formidable enthousiasme des activistes de tout le pays, les Amis de la Terre Norvège ont réussi à arrêter le puissant et désespéré lobby pétrolier.

<< L'industrie pétrolière a dépensé des millions de dollars et des ressources considérables pour essayer d'influer sur la population de Lofoten et de toute la Norvège du Nord, rendant difficile, à une petite organisation comme la nôtre, aux finances limitées, de se faire entendre. Pourtant, grâce à la collaboration étroite avec les Amis de la Terre Norvège, nous avons touché un public beaucoup plus large que celui que nous aurions pu atteindre tout seuls. Nous avons prouvé que l'exploitation pétrolière sur l'étroite plate-forme continentale éliminerait la pêche locale, une activité qui a une longue tradition. Nous avons montré que, grâce à la coopération et à une attitude positive, nous pouvons faire passer notre message, malgré le peu de ressources dont nous disposons ! >>

Arne Hole, directeur général de l'Union des pêcheurs côtiers norvégiens



Grands murs de glace du glacier Perito Moreno, dans la Patagonie argentine.

Effondrement de blocs de glace au glacier Perito Moreno, Argentine.



adt | argentine

accueil glacial à l'annulation de la loi sur les glaciers

Les glaciers andins, des « réservoirs d'eau solide » d'importance cruciale, sont en train de fondre à cause du changement climatique. Ils sont aussi menacés par des projets de mines à ciel ouvert.

Après le conflit provoqué par le projet Pascua-Lama de l'entreprise minière Barrick Gold dans le Chili voisin, autant ce pays que l'Argentine ont pris des initiatives pour donner aux glaciers une protection juridique. Une loi dans ce sens a été approuvée par le Congrès argentin en 2008, mais la présidente argentine y a opposé son veto. Plusieurs organisations, dont les Amis de la Terre Argentine, ont adressé une lettre à la présidente, lui demandant de reconsidérer sa décision. Avec plus de 100 autres organisations, les Amis de la Terre ont lancé une campagne de signatures en faveur de l'adoption de la loi.

La Campagne pour la protection des glaciers a réussi à toucher un grand éventail de secteurs sociaux. Des actions ont été organisées dans les villes de la cordillère, à Buenos Aires et partout ailleurs. Finalement, 156 350 signatures ont été présentées à la Chambre des députés.

Le Congrès s'est vu obligé de reconsidérer l'initiative. Après deux années de réclamations et de protestations, et huit heures de débats au sénat, la loi a été approuvée le 30 septembre 2010.

Cette nouvelle loi est censée sauvegarder toutes les zones au sol gelé et elle interdit de creuser des mines près des glaciers. Dans la lutte contre le changement climatique, il s'agit de l'initiative la plus progressiste, car elle exige que les politiques en matière de changement climatique s'alignent sur l'objectif de préserver les glaciers, autant au niveau national que dans les accords internationaux. Ainsi, elle peut servir à remettre en question les objectifs actuels concernant la température mondiale, qui mettent en péril la survie des glaciers.

Beaucoup de concessions minières en fonctionnement en sont affectées, et la Barrick Gold Company a intenté un procès contre le pays. Le 4 avril 2011, les organisations écologistes et sociales ont commencé une nouvelle campagne qui vise à réunir deux millions de signatures pour demander la pleine application de la loi et l'annulation des poursuites engagées par Barrick Gold.



afrique du sud



© foesouth africa, groundwork

Margaret Lanra
à la convention des
trieurs de déchets
sud-africains.

adt | afrique du sud / groundwork

les trieurs de déchets revendiquent leur gagne-pain

Pour de plus en plus de personnes, ce que les autres appellent ordures est une source importante de revenus. Les Sud-Africains sont en train de rejoindre le mouvement mondial de ramasseurs de déchets, qui trient les tas toujours plus grands de déchets dans les décharges municipales. Ils transforment les ordures en produits commercialisables, afin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles, dans un contexte où rares sont ceux qui peuvent espérer trouver un emploi. D'autre part, ils apportent une contribution importante à la durabilité environnementale, en réduisant le volume des déchets enfouis et en fournissant des matériaux aux processus de recyclage.

Les Amis de la Terre Afrique du Sud / groundWork soutiennent activement l'initiative des trieurs de déchets. En particulier, ils ont exercé des pressions sur le gouvernement sud-africain pour qu'ils soient mentionnés dans la Loi sur la gestion environnementale des déchets de 2009 et que soient reconnus les services qu'ils rendent à la société sud-africaine. C'était la première fois que les trieurs de déchets figuraient dans la législation nationale.

Les Amis de la Terre Afrique du Sud les ont aidés également à se mobiliser et à créer des liens internationaux. Ils ont établi de fortes connexions avec le mouvement mondial des trieurs de déchets, par l'intermédiaire de l'Alliance mondiale pour des alternatives aux incinérateurs et de l'organisation Femmes dans l'emploi informel : mondialisation et organisation. Avec le soutien de groundWork, ils se sont rendus en Inde où ils ont visité le Centre pour la science et l'environnement, et rencontré des activistes et des récupérateurs de déchets qui gagnent leur vie en recyclant des ordures.

En juillet 2009, les Amis de la Terre Afrique du Sud ont accueilli la première Assemblée nationale de trieurs de déchets, qui a abouti à l'engagement de travailler ensemble pour garantir les moyens d'existence de ceux qui s'adonnent à cette activité.

Quatre mois plus tard, sept trieurs de déchets ont accompagné les Amis de la Terre Afrique du Sud dans une visite en Égypte, pour assister à la conférence organisée au Caire, « Vers une culture de communautés, d'économies et d'environnement durables ».

Un autre succès sans précédent a été remporté en 2011, lorsque la municipalité de Mpopane a autorisé formellement les trieurs de déchets à récupérer du matériel dans le site d'enfouissement local. Les anciens chômeurs qui travaillent maintenant ensemble dans la coopérative de Récupération de déchets du fleuve Mooi ont été ravis d'être reconnus par l'initiative SEED, financée par les Nations unies, qui leur a décerné un prix pour leur esprit d'entreprise dans le domaine du développement durable.

<< C'est un pas en avant dans la lutte pour la justice environnementale et économique de ceux qui gagnent légitimement leur vie grâce aux déchets du reste de la société. Nous allons apprendre de l'expérience des autres pour enrichir notre lutte en Afrique du Sud, de manière à construire un mouvement mondial unifié de trieurs de déchets. >>

Musa Chamane, Les Amis de la Terre Afrique du Sud



chypre



« Protégez les oiseaux, et non le braconnage ! »

Octobre 2010 : des activistes d'adt Chypre enlèvent des pièges à glu dans le district de Larnaca.

Octobre 2010 : « Arrêter le braconnage maintenant ! », parc national de Cape Greco, district de Famagusta.



adt chypre

la chasse aux braconniers

Chypre est sur une de plus importantes routes de migration des oiseaux européens. L'île possède 385 espèces d'oiseaux, dont 332 sont migratrices. Bien que les méthodes de piégeage d'oiseaux non sélectives soient illégales suivant la loi chypriote et la loi européenne, chaque année des millions d'oiseaux sont attrapés et tués par des braconniers. En conséquence, des dizaines d'espèces résidentes et migratoires voient leurs populations diminuer ou sont déjà en danger d'extinction. En outre, le piégeage illégal d'oiseaux a contribué à l'établissement et au développement d'un réseau de crime prospère et bien organisé.

Les Amis de la Terre Chypre évaluent depuis de nombreuses années les conséquences du braconnage et ils ont organisé plusieurs campagnes de sensibilisation du public. Pourtant, l'escalade récente des attaques criminelles graves contre des fonctionnaires et des activistes de l'environnement, qui s'est accompagnée d'efforts pour affaiblir la législation sur le braconnage, a poussé les Amis de la Terre chypre à unir ses forces à celles du Comité allemand contre l'abattage d'oiseaux et à organiser une nouvelle campagne contre le braconnage.

Ils ont publié un rapport sur les trappes à ressort à Chypre, et organisé une cyberaction, mais ils ont pris aussi des mesures directes et pratiques : ils ont organisé un camp de protection d'oiseaux et organisé plusieurs actions directes non violentes dans les districts de Lamaca et de Famagusta. En l'espace d'une semaine ils avaient situé et démantelé 934 pièges à glu, 11 filets japonais et 9 leurres électroniques. En plus, ils ont libéré des dizaines d'oiseaux protégés et inventorié des dizaines d'activités et de sites de piégeage.

Mais surtout, ils ont réussi à exposer les charniers d'oiseaux migrateurs sur l'île, pour révéler les véritables intentions des politiciens irresponsables du pays, et pour contribuer à faire rejeter l'amendement proposé de la législation actuelle sur le braconnage. En revanche, ils ont préconisé l'adoption d'une politique de tolérance zéro contre le braconnage.

Au cours des deux mois suivants, les autorités responsables ont effectué une série d'opérations contre le braconnage, les premières depuis l'entrée de Chypre à l'Union européenne en 2004.

<< Les Amis de la Terre Chypre sont au premier rang dans la lutte contre le piégeage d'oiseaux illégal, et le travail qu'ils font dans ce domaine est admirable, surtout si l'on considère que, dans beaucoup de cas, cela se fait dans des conditions difficiles et au risque de la sécurité personnelle. >>



malaisie



Tuai Rumah Bato Basi.



© foto malaysia/sam



© foto malaysia/sam



© foto malaysia/sam

adt malaisie / sahabat alam malaysia

la défense des droits coutumiers des autochtones

Uma Balui Lebue.

Bravant les rapides, Long Jawe.

Plaignants de l'affaire de Bakun.



© foto malaysia/sam

Bien avant que l'on pense à son potentiel hydroélectrique, la zone traversée par le fleuve Balui était habitée par des communautés indigènes composées de plusieurs ethnies. Or, dans les années 1980, les plans pour la construction d'un barrage de pierre revêtu de béton, qui serait le deuxième en hauteur du monde, se sont matérialisés. Quand il sera terminé, le barrage hydroélectrique de Bakun occupera une superficie une fois et demie plus grande que celle de Singapour et mesurera 205 mètres de haut.

<< À quoi bon aller à Asap ?

Le champ mesure 3 acres, la maison est une mauvaise affaire, trop petite pour valoir 52 000 RM. Il faut payer l'eau et l'électricité. À quoi bon ? Ici, c'est merveilleux. >>

Tuai Rumah Bato Basi, chef de maison longue à Uma Balui Lebue

Au milieu du site prévu pour ce projet controversé se trouvaient 15 maisons longues habitées par des membres de plusieurs groupes ethniques : Kahan, Penan, Lahanan, Ukit, Knyah, Kajang et d'autres encore. Ces communautés riveraines pratiquaient l'agriculture itinérante, la chasse et la cueillette et menaient une vie paisible, jusqu'au jour où le gouvernement du Sarawak décida, en 1997, d'annuler leurs droits coutumiers pour permettre l'exécution de ce projet colossal.

En 1998, près de 10 000 autochtones ont été expulsés de leur territoire et réinstallés sur le fleuve Asap (Sungai Asap). Le processus de réinstallation a été truffé de problèmes qui n'ont pas encore été résolus. Cinq villages de maisons longues, soit une centaine de familles, ont refusé de partir et, en 2000, sept de leurs leaders ont intenté un procès au gouvernement du Sarawak par l'intermédiaire des avocats des Amis de la Terre Malaisie / SAM.

La préparation de cette affaire a pris beaucoup d'années ; il a fallu dresser des cartes montrant les frontières et l'utilisation du territoire, recueillir des témoignages oraux, fouiller dans des archives pour trouver de vieux documents qui montraient les établissements humains, réunir des preuves concernant les anciens cimetières, les vieux arbres, les objets fabriqués, les documents officiels, les vêtements ; décrire les anciennes coutumes et parler avec des experts.

Les Amis de la Terre Malaisie ont été au premier rang de cette lutte ; ils ont contribué à organiser et à mobiliser les communautés et à soutenir leur action judiciaire. L'affaire a été présentée à la Haute Cour de Kuching en 2008, où les plaignants ont perdu pour des raisons purement techniques. En 2010, ils se sont présentés à la Cour d'appel et ils ont perdu encore une fois mais, en mars 2011, on leur a accordé le droit de présenter leur cas à la Cour fédérale. Ils en ont été débordants de joie, et la lutte continue.

<< Nous ne travaillons pas dans l'isolement. Nous devons bien montrer au monde extérieur nos luttes, nos victoires et nos échecs. Nous avons besoin de solidarité, d'être en contact avec d'autres qui ont des problèmes semblables. AdTI nous a donné cette possibilité. Sans le soutien de la famille des Amis de la Terre, une bonne partie de cette lutte serait restée inconnue. >>

Jok Jau Evong, coordinateur de SAM Sarawak



royaume-uni



THE
BIG
ASK



© s. hulme

adt | angleterre, galles et irlande du nord

la première loi du monde sur le changement climatique

AdT ADIN, campagne pour que les conseils municipaux réduisent les émissions de 40 %.

Lancement de la campagne européenne Big Ask, avec Thom Yorke, de Radiohead.



© s. hulme

Les Amis de la Terre (Angleterre, Galles et Irlande du Nord) ont réussi à faire mettre en place la Loi sur le changement climatique de 2008 – une première mondiale, par laquelle le Royaume-Uni s’engage formellement à réduire ses émissions de gaz à effet de serre – grâce à leur campagne Big Ask. D’autres pays sont en train de suivre cet exemple dans leurs propres législations. En 2009, le groupe a organisé des séminaires avec le ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth et son département de l’Énergie et du Changement climatique pour présenter cette loi dans toute l’Europe, en complément des campagnes des autres organisations des Amis de la Terre. On s’attend à ce que de nouvelles lois soient approuvées en 2011, en Autriche, en Belgique, en République tchèque, au Danemark et en Irlande.

Les Amis de la Terre ont travaillé aussi pour un véritable changement au niveau local. Les conseils municipaux jouent un rôle déterminant en ce qui concerne les émissions du Royaume-Uni, et la campagne vise à les persuader de s’engager à réduire les émissions de dioxyde de carbone d’au moins 40 % d’ici à 2020. Plus de 70 groupes de volontaires locaux des Amis de la Terre, en association avec d’autres organisations, s’efforcent d’obtenir le soutien du public et de pousser les conseils à agir.

La campagne s’avère très réussie. À Leeds, par exemple, elle a inclus des projections publiques du film sur le changement climatique, « The Age of Stupid », auxquelles ont assisté les conseillers municipaux et les chefs d’entreprise. Le message a porté, et le conseil municipal de Leeds a approuvé la motion de réduire les émissions d’au moins 40 % d’ici 2020. De forts objectifs locaux de réduction des émissions de dioxyde de carbone couvrent maintenant plus de cinq millions de personnes en Angleterre. D’autres conseils municipaux influents qui suivent la même voie sont ceux de Brighton, Bristol, Haringey, Manchester et York.

Le mouvement s’accélère et, en 2011, les Amis de la Terre visent à faire mettre en place un plan national destiné à limiter le volume de carbone que chaque municipalité peut émettre. Ceci fera chuter les émissions, non seulement dans les zones qui s’y sont déjà engagées mais dans toutes les municipalités.

<< Travailler avec les Amis de la Terre est tout naturel. Il s’agit de campagnes populaires, de gens comme les autres qui font pression sur les hommes politiques comme moi pour qu’ils fassent ce qu’il faut pour l’environnement. >>

Neil Harrison, conseiller municipal, Bristol



el salvador



adt | el salvador

« nous pouvons
vivre sans or,
mais nous ne
pouvons pas
vivre sans eau »

En 2005, les Amis de la Terre El Salvador / CESTA ont commencé une campagne pour informer le public sur les sociétés transnationales présentes dans le pays. L'information incluait les plans, les projets et les domaines d'activité de ces entreprises, ainsi que leurs répercussions écologiques et sociales.

La même année, la transnationale canadienne Pacific Rim commençait à faire des prospections minières dans le pays, avec de graves conséquences pour la population : pollution et épuisement des sources d'eau, abattage d'arbres, destruction des sols.

Elle a suscité aussi des conflits qui ont abouti à des menaces, à des attaques et à l'assassinat des leaders de ceux qui s'opposaient à ces projets miniers, comme Gustavo Marcelo Rivera, Ramiro Rivera Gómez et Dora Alicia Sorto, qui était enceinte de huit mois. Le prêtre Luis Quintanilla et Francisco Pineda, président de l'organisation populaire qui était au centre de la lutte (Comité environnemental Cabañas), ont été menacés et ont survécu à des tentatives de meurtre.



La municipalité de Sensuntepeque manifeste son opposition aux mines.

Des communautés salvadoriennes disent non à l'exploitation minière.





cameroun



adt | cameroun / ced

les cartes dressées par les bagyeli montrent le chemin du succès

Les « pygmées » bagyeli qui habitent dans le Sud-Ouest du Cameroun ont survécu des siècles durant grâce à leurs vastes connaissances de la faune et la flore de la forêt environnante. Leur nourriture traditionnelle provenait de la chasse, la pêche et la cueillette de miel, de fruits, d'ignames sauvages, de chenilles et d'escargots.

Une nouvelle ère a commencé pour eux avec l'établissement du Parc national de Campo Ma'an, créé pour compenser les répercussions environnementales du tristement célèbre oléoduc Tchad-Cameroun. Ils ont été expulsés du parc et privés d'accès à la chasse, à la cueillette et à leurs sites sacrés. À présent, une nouvelle menace plane sur eux : l'expansion des plantations d'hévéa et de palmier à huile.

Depuis 2003, les Amis de la Terre Cameroun / CED, le Forest People's Programme et la Rainforest Foundation aident les Bagyeli à documenter leur usage de la forêt et de ses ressources au moyen d'appareils GPS (système de positionnement global), pour déterminer l'emplacement de leurs sites sacrés et de leurs territoires de chasse et de cueillette. Ce travail participatif a permis de dresser des cartes qui ont été utilisées pour réclamer et défendre les droits fonciers des Bagyeli, sur place et dans tout le pays.

Grâce au processus de négociation entamé au début des années 2000, les Bagyeli ont été autorisés à reprendre leurs pratiques traditionnelles à l'intérieur du parc national. Ils continuent à réclamer le droit de retourner sur leurs terres, mais cette reconnaissance de leur droit à cueillir des produits naturels a représenté un progrès important. En fait, c'était la première fois que les droits des peuples à utiliser la terre et les ressources dans un parc national étaient reconnus dans le bassin du Congo.

La cartographie participative est aussi un instrument que l'on peut utiliser pour mettre fin à la transformation des forêts en plantations. Les cartes ont de fortes chances d'influer sur les gouvernements nationaux, et le système a été adopté dans d'autres pays du bassin du Congo (RDC, République du Congo, Gabon, République centrafricaine) et à d'autres endroits du Cameroun. Il est utilisé aussi pour définir les droits communautés en ce qui concerne les concessions minières et l'agriculture industrielle.

Il existe aussi un mouvement pour formaliser la cartographie participative en tant qu'instrument légal pour la reconnaissance et la protection des droits des communautés.

<< Si vous ne cueillez pas de fruits, vous ne pouvez pas avoir de savon ; si vous n'allez pas à la pêche, vous ne pouvez pas manger de sel ; si vous ne cultivez pas de plantains pour les vendre, vous ne pouvez pas vous acheter des vêtements. Je suis sale et nu parce que je ne fais rien. On m'a déjà interdit d'entrer dans la forêt. >>

Un Bagyeli autochtone du Cameroun



Des Baka autochtones dressent la carte de leur territoire.

© fce cameroun/ced



Les villages dressent la carte de leur territoire.

© fce cameroun/ced



Les Bagyeli dessinent la carte de leur communauté.

© fce cameroun/ced



Cartographie communautaire.

© fce cameroun/ced



corée du sud



adt corée du sud / kfem

l'intervention directe retarde la construction d'un barrage

Les Amis de la Terre Corée du Sud / Fédération coréenne de mouvements écologistes (KFEM) s'opposent fermement aux grands projets de développement qui mettent en danger les écosystèmes naturels. Un de ces projets est le dénommé 'Projet de restauration des quatre grands fleuves', mis en route par le gouvernement de Lee Myungbak, et qui n'a rien à voir avec la restauration : son but principal est la construction de 20 nouveaux barrages sur les plus grands fleuves de la Corée : le Han, le Nakdong, le Geum et le Yeongsan.

La devise de la campagne des Amis de la Terre Corée du Sud est : « arrêtez de détruire les quatre fleuves ».

Trois activistes des Amis de la Terre Corée du Sud sur le pilier de la porte d'écluse du barrage sur le Han. La pancarte dit « Écoutez ce que dit le peuple ».

Activistes de la KFEM après les 41 jours d'occupation.



Ce projet de 19,8 milliards USD a été annoncé en décembre 2008, et le gouvernement de Lee se dépêchent pour essayer de le terminer en 2012. La construction a commencé en 2009, cinq mois seulement après la présentation du plan. La KFEM est une des nombreuses organisations de la société civile qui prévoient que les fleuves en seront gravement endommagés, et elle a constamment fait campagne à ce sujet depuis la présentation du projet. Elle a soulevé le problème des espèces en danger, comme c'est le cas d'*Aster altaicus var. Uchiyamae*, une plante qui serait condamnée à l'extinction.

Nnimmo Basse, président des Amis de la Terre International, s'est rendu en Corée du Sud en mars 2010 et, avec les Amis de la Terre Corée du Sud, il a organisé une conférence de presse.

En juillet 2010, pour essayer d'arrêter la construction cinq activistes des Amis de la Terre Corée du Sud sont entrés dans les chantiers des barrages au milieu de la nuit. Trois d'entre eux ont escaladé le pilier de 20 m de haut de la porte d'écluse au fleuve Han, et deux autres ont occupé la salle d'opération de la grue télescopique au fleuve Nakdong. Les Amis de la Terre Corée ont exigé que les travaux soient suspendus – au moins pendant la saison des pluies – et que le gouvernement accepte leur proposition de mettre en place un comité d'évaluation à l'Assemblée nationale. Les deux activistes ont dû quitter la grue après 19 jours parce qu'une tornade approchait, mais ceux qui étaient à l'écluse y sont restés 31 jours. L'accusation a tenté d'arrêter les activistes mais, finalement, ils ont été examinés par la police mais non détenus. Néanmoins, la KFEM sera accusée d'entrée non autorisée.

La KFEM continue de lutter pour arrêter le projet et pour trouver le moyen de restaurer les fleuves endommagés.

<< J'ai été très contrarié quand j'ai vu que le lit du fleuve était à nu. Je pense que la participation des Amis de la Terre à cette lutte a été bonne pour les gens qui étaient trop confondus par la publicité du gouvernement pour voir la vérité. >>

Jung Younju, habitant de Séoul



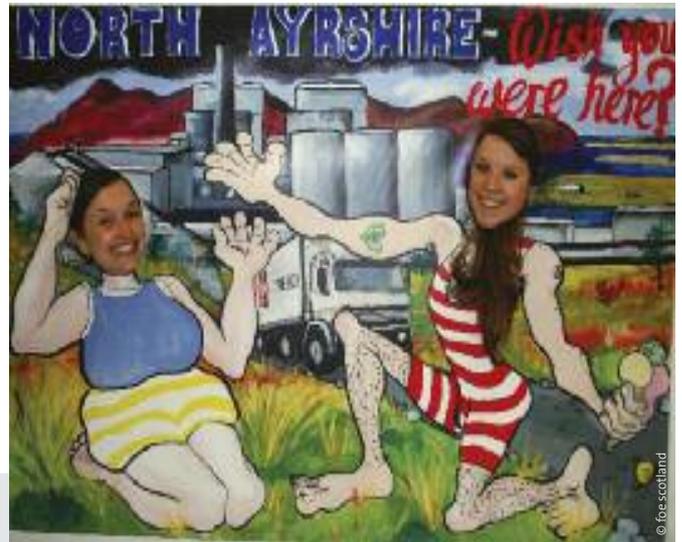
Écosse

<< Ces projets ont des répercussions sur l'écologie locale, sur les droits collectifs de la population locale et sur les émissions de gaz à effet de serre de l'Écosse. Ils perpétuent l'atteinte aux droits de l'homme que représente l'utilisation du charbon en tant que combustible, et ils font oublier que l'Écosse a besoin d'investir dans son potentiel d'énergie renouvelable et de partager celle-ci. Ainsi, il est essentiel que les Amis de la Terre Écosse s'opposent à l'initiative, soutiennent l'opposition de la population locale, mobilisent leurs activistes, et remettent en question les déclarations de ses promoteurs. >>

Juliet Swann, directrice des projets et des campagnes, Les Amis de la Terre Écosse



Le dinosaure des Amis de la Terre.



Campagne de cartes postales contre le nouveau charbon en Écosse.

adt Écosse

les communautés luttent contre le nouveau charbon

En juillet 2009, les habitants des villes du North Ayrshire, sur la côte occidentale de l'Écosse, ont décidé qu'il était temps de se mettre en mouvement. Ayant affaire à un projet de construction d'une nouvelle centrale électrique au charbon devant leur porte, une grosse bataille les attendait, d'autant plus que ledit projet avait déjà été inséré dans les plans nationaux du gouvernement. Ils ont formé une organisation, 'Communities Opposed to New Coal at Hunterston (CONCH) afin de mettre en contact les gens de la région et de leur donner une tribune pour s'opposer aux plans.

Les Amis de la Terre Écosse étaient, eux aussi, fortement défavorables au plan. Leur travail sur l'énergie a montré que l'Écosse n'a pas du tout besoin de construire davantage de centrales électriques au charbon, ce qui obligerait le pays à dépendre de cette électricité polluante pendant des décennies. L'Écosse a les objectifs de réduction d'émissions les plus ambitieux du monde industrialisé, et elle possède aussi 25 % du potentiel européen en énergies renouvelables. Or, ce seul projet pourrait la sortir de la course car il engloutirait, d'ici 2020, un quart des permis d'émission du pays.

Les promoteurs du projet entendent utiliser la technologie CCS (capture et stockage de carbone) et appellent la source d'énergie « charbon propre ». Cette dénomination est particulièrement trompeuse, puisque le charbon n'est jamais « propre » au moment de l'extraire, et la technologie CCS ne réussirait à piéger que moins d'un quart des émissions.

Les Amis de la Terre Écosse ont travaillé avec CONCH et avec d'autres organisations écologistes, religieuses ou qui luttent contre la pauvreté. Ils ont organisé des stands, donné de l'argent et collaboré à la définition d'une stratégie de campagne. Leurs sympathisants et leurs contacts ont écrit des lettres d'objection au gouvernement. Ils ont fait objection à l'application du plan et soutenu un procès contre l'inclusion de la centrale électrique dans la planification nationale. Ils sont en pourparlers avec le conseil municipal local parce que, si celui-ci fait objection au projet, cela pourrait déclencher l'ouverture d'une enquête.

<< La contribution des Amis de la Terre Europe a été sans doute de grande valeur au cours de la campagne. S'agissant d'une organisation locale, CONCH manque toujours de ressources suffisantes. Le petit soutien financier que AdT nous a apporté a représenté une aide précieuse. La facilité avec laquelle ils se font entendre par les ministres, les hommes politiques ou les conseillers municipaux, qui refusent souvent les avances de CONCH, porte à réfléchir sur la réalité de la représentation locale ou des processus démocratiques. Il est clair que la présence de cette coalition d'organisations nationales qui ont travaillé à la campagne a amélioré notre image, en augmentant notre présence sur le web, nos ressources en matière de relations publiques et la crédibilité de notre organisation. >>

David Lightbody, Communities Opposed to New Coal at Hunterston (CONCH)



honduras



adt honduras / madre tierra

les communautés rurales réclament une véritable réforme agraire

Les Amis de la Terre Honduras / Madre Tierra complète le mouvement initialement dirigé par les leaders de COHAPAZ (Comité hondurien d'action pour la paix), en mettant l'accent sur la justice environnementale et sociale. Dans une perspective populaire, l'organisation soutient les communautés rurales affectées par les mines et les carrières. Dans le cas du Valle de Siria, par exemple, la population a bénéficié de brigades médicales et de l'enregistrement vidéo de témoignages. De même, elle soutient les communautés paysannes touchées par l'agro-industrie, comme celles du département de La Paz et celles d'Aguan. Un de ses objectifs principaux est de faire entendre clairement les opinions et les préoccupations de la population, non seulement au niveau national mais aussi en Amérique centrale et en Amérique du Sud.



Manifestation au Honduras pour réclamer la réforme agraire.

Potager biologique dans la colonie de Campocielo.



La menace des biocarburants, la mainmise des grandes multinationales sur l'agriculture hondurienne et la lutte pour la souveraineté alimentaire ont été les principaux thèmes de divers ateliers de formation. Les Amis de la Terre Honduras est membre de la plateforme coordonnée par l'Alliance pour la réforme agraire et la souveraineté alimentaire (SARA), qui participe à la campagne Vamos al Grano (allons à l'essentiel). Dans le cadre de cette campagne il y a eu des ateliers, des marches, des manifestations et des occupations, pour demander une réforme institutionnelle réelle et pour informer les gens du problème du changement climatique et de ses effets sur la population et sur l'agriculture artisanale.

Cette campagne en collaboration a surtout pour but de pousser le Congrès à adopter une nouvelle « Loi sur une réforme agraire globale et sur la transformation de la propriété des ressources naturelles et de la gestion environnementale ». L'objectif est de mettre en place une agriculture plus juste et plus équitable, en mettant l'accent sur le rôle des petits propriétaires dans la diminution de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté rurale au Honduras. En outre, la campagne exhorte le gouvernement hondurien à prendre des mesures pour atténuer les effets négatifs du changement climatique sur l'agriculture artisanale.

Un autre projet régional important porte sur « La promotion et la préservation des ressources du patrimoine commun ». Son but est d'encourager la participation active des citoyens et des populations (surtout rurales) à la défense et le sauvetage de la diversité biologique et du développement culturel en Amérique centrale, en se centrant sur l'interaction entre le changement climatique, la souveraineté alimentaire et la diversité biologique, sur l'agriculture biologique, sur les droits collectifs, et sur la récupération des semences indigènes afin de créer ensuite une banque de semences. Les communes honduriennes concernées par ce projet sont Santa Ana, Santa Elena et Guajiquiro, du département de La Paz.

Depuis le coup d'État de juin 2009, les Amis de la Terre Honduras ont participé aux manifestations et aux mobilisations de la résistance hondurienne, organisées en appliquant le principe de la non-violence et destinées à lutter pour la paix, la justice climatique et sociale et le respect des droits du peuple hondurien et des peuples de toute l'Amérique latine.



belgique



adt | belgique (flandre & bruxelles)

une nouvelle forêt croît à ostende

Ces dix dernières années, la forêt de Lappersfort, située à côté de Bruges, a été le théâtre d'une lutte symbolique pour protéger les quelques morceaux de forêt qui restent en Flandre, une des régions d'Europe qui a le moins d'espaces verts et la plus forte densité d'autoroutes et de cités. En 2002, la forêt a été occupée par des activistes, dont certains ont vécu sur les arbres pendant des mois pour empêcher qu'on les abatte. Grâce à cela, la plupart de la forêt a été préservée.

Pourtant, une zone de 3,2 hectares a fait l'objet d'une dernière bataille : son propriétaire, une filiale du géant de l'énergie GDF Suez, avait annoncé en 2009 qu'il voulait la défricher pour y construire des bâtiments industriels. La forêt, comme un tiers des forêts de la Flandre, avait été désignée comme « zone industrielle » par le gouvernement.

Une deuxième occupation a donc commencé, et les Amis de la Terre Flandre & Bruxelles, le groupe d'action local Groene Gordel Front et les occupants de la forêt ont collecté 20 000 € pour en acheter des parcelles, mais cette somme n'a pas été suffisante. En mars 2010, les tronçonneuses et les bulldozers sont entrés dans la forêt et les arbres ont été abattus.

En réponse, en novembre 2010 plus de cent membres de la population locale et ceux qui avaient donné de l'argent ont planté une nouvelle forêt à proximité de là, à Ostende. La nouvelle forêt sera au moins deux fois plus grande que celle qui a été détruite. Les arbres mettront quelques générations à atteindre leur maturité mais, grâce au système de propriété collective, la forêt sera longtemps protégée.

La campagne a servi aussi à accélérer le mouvement pour la protection des forêts, en mettant le problème du déboisement de la Flandre, et surtout celui des « forêts incorrectement classées », en tête du programme politique.



© foto belgium (flanders & brussels)

« Journée d'étreinte des arbres » de la forêt avant l'abattage de la dernière section.

Équipe de plantation d'arbres.



© foto belgium (flanders & brussels)

<< La tentative d'acheter la forêt, malheureusement, n'a pas pu empêcher que les arbres soient abattus le 4 mars. Dès le début, nous avons déclaré que, si nous ne réussissions pas à acheter le dernier morceau de la forêt de Lappersfort, nous utiliserions l'argent pour en planter une nouvelle. Nous l'avons fait, avec le soutien précieux des occupants de la forêt et de plusieurs organisations, dont les Amis de la Terre Flandre & Bruxelles. >>

Andy Vermaut, activiste local des Amis de la Terre, qui avait réussi à convaincre plusieurs centaines de personnes à donner de l'argent pour la campagne « Sauver la forêt ».



états-unis

adt états-unis

suivre l'argent pour stopper la destruction environnementale

Les Amis de la Terre États-Unis travaillent depuis 25 ans pour protéger les personnes et les écosystèmes vulnérables, en s'attaquant à ceux qui financent des projets nuisibles aux populations, aux droits de l'homme et à l'environnement.

Leur travail a commencé dans les années 1980, lorsque leurs activistes ont fait pression sur le congrès pour qu'il examine les répercussions environnementales des projets de la Banque mondiale. Par la suite, la Banque mondiale a adopté des critères écologiques et sociaux qui, au fil des années, ont stoppé des projets nuisibles, comme le grand barrage Arun III au Népal, qui aurait endommagé de façon irréversible une des dernières forêts intactes de l'Himalaya. Plus tard, ils ont élargi leurs activités sur la Banque mondiale en rejoignant le mouvement pour l'annulation de la dette des pays en développement et contre les politiques d'ajustement structurel.

Au cours des décennies, les Amis de la Terre USA ont continué à travailler pour que la Banque mondiale renforce ses critères et les applique, tout en aidant les activistes locaux et les peuples affectés par ses projets à améliorer leur situation sur le terrain. Or, vers le milieu des années 90, alors qu'ils travaillaient avec des activistes chinois pour arrêter la construction du barrage des Trois Gorges, ils se sont aperçus que le gouvernement chinois évitait délibérément la Banque mondiale – et ses normes – en cherchant du financement auprès des Agences de crédit à l'exportation (ECA). Ils ont réussi à empêcher la banque nord-américaine Ex-Im de financer ce barrage mais, malheureusement, il a été construit quand même, déplaçant plus d'un million de personnes, détruisant des repères culturels et provoquant des dégâts environnementaux considérables.

2010 : rassemblement d'AdT USA en face de la Maison-Blanche contre l'argent du pétrole.



2010 : action d'AdT USA contre la pétrolière BP.

2010 : rassemblement d'AdT USA en face de la Maison-Blanche contre l'argent du pétrole.





Action « Non » à l'Ex-Im et contre la centrale de Kusile.



Les Amis de la Terre et d'autres activistes nord-américains et africains manifestent en face du siège de la Banque mondiale pour demander à celle-ci de refuser à Eskom le prêt de 3,75 milliards USD pour la construction d'une usine au charbon de 4 800 MW, qui serait la plus grande et la plus polluante du monde.

Leurs activités concernant la banque Ex-Im ont abouti à l'adoption d'un ensemble de normes environnementales de la part de 20 ECA internationales. Leur campagne s'est étendue ensuite à l'organisation sœur de l'Ex-Im, l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), qui soutenait des projets aussi controversés que la mine de Freeport McMoRan en Indonésie et l'oléoduc Cuiaba d'Enron/Shell en Bolivie. En 2002, l'organisation a intenté un procès révolutionnaire contre ces agences, qui n'avaient pas pris en compte l'impact climatique des projets pétroliers qu'elles finançaient. C'était la première fois que les portes des tribunaux s'ouvraient à ceux qui subissaient les effets du changement climatique.

Lorsque ces bailleurs de fonds ont adopté des critères environnementaux plus stricts, les promoteurs de projets se sont tournés vers les banques de Wall Street. Les Amis de la Terre USA ont alors organisé un réseau international d'activistes pour cibler ces nouveaux acteurs et, en 2003, les pressions du public ont obligé les banques internationales à adopter les Principes d'Équateur, un ensemble de normes communes pour le financement de projets, que 60 institutions financières ont maintenant adopté.

Aujourd'hui, les nouveaux protagonistes de la finance du développement se trouvent dans les pays en développement eux-mêmes, ce qui représente un nouveau défi. Il y a cinq ans, les Amis de la Terre USA ont commencé à travailler avec des organisations écologistes chinoises pour pousser les banques actives sur le plan international, comme la China Export-Import Bank, à adopter des systèmes de prêt soucieux de l'environnement. En s'associant à des organisations chinoises et étrangères, les Amis de la Terre USA ont remporté quelques victoires, telles que la décision de la China Ex-Im de suspendre indéfiniment son financement de la gigantesque mine de minerai de fer Belinga au Gabon, qui aurait porté atteinte à l'un des premiers parcs nationaux du pays.



ouganda

adt | ouganda / nape

consolider le soutien aux populations affectées par le barrage de bujagali

Le gouvernement ougandais a commencé à construire le barrage de Bujagali sur le Nil en 2007, en dépit du fait que le projet avait été ajourné pendant plus de dix ans pour des raisons diverses, dont le coût exorbitant et les répercussions économiques et environnementales qu'on prévoyait.



Les chutes de Jinja, Ouganda.



Au Nil Blanc, les chutes de Bujagali, en Ouganda.

Un batelier à la source du Nil, Jinja, Ouganda.



Le projet est financé par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque européenne d'investissement ; toutes les trois ont passé outre à leurs propres politiques de sauvegarde.

Les Amis de la Terre Ouganda / NAPE se sont réunis avec les responsables du barrage de Bujagali, avec les communautés concernées, avec les organisations de la société civile et avec la Banque mondiale et la BAfD, pour définir des mesures d'atténuation, de surveillance et d'évaluation. Avec d'autres ONG européennes, les Amis de la Terre Ouganda ont aussi porté plainte contre la Banque européenne d'investissement.

Le gouvernement a accepté de protéger les chutes de Kalagala et d'Itanda pour réduire les dégâts environnementaux causés par le barrage, et de compenser la perte culturelle que représentera la submersion des chutes de Bujagali. La Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds sont convenus d'adopter une politique de divulgation et de réserver des fonds pour financer l'exploration de l'énergie géothermique et le développement de l'énergie solaire en Ouganda.

Les Amis de la Terre Ouganda ont apporté aux communautés affectées des toilettes Ecosan (*Ecological Sanitation*) et des citernes pour recueillir l'eau de pluie. Ils font aussi campagne avec les habitants pour que l'entreprise leur fournisse de l'eau. Grâce à cela, la Bujagali Electricity Limited (BEL) a commencé, en juin 2010, à leur donner des citernes pour récupérer l'eau de pluie.



japon



© focjapan

Le désert avait gagné cette zone il y a quatre ans. Elle a été récupérée pour la cultiver.

Plantation d'arbres avec des volontaires japonais.



© focjapan

adt | japon

verdir le désert mongolien en chine

La désertification, qui détruit la base écologique de la subsistance des peuples, est une cause majeure de la pauvreté et de la famine dans le monde. Un quart de la surface terrestre de la planète est aujourd'hui désertifiée, et un sixième de la population du monde est touchée par ce phénomène. Beaucoup de personnes se voient obligées de quitter leurs terres et de devenir des réfugiés de l'environnement.

Les habitants de Horquin Sandy Land, en Mongolie intérieure, ont toujours vécu de la terre, nourrissant leurs chèvres, leurs moutons et leur bétail dans les prairies. Or, le surpâturage, l'augmentation de l'agriculture et la déforestation qui ont lieu depuis quelques décennies en raison de l'explosion démographique en Chine, transforment chaque année en désert 2 500 kilomètres carrés de prairies. Les zones vertes sont remplacées par des étendues de sable, sèches et infertiles, et la population n'est plus en mesure de subvenir à ses besoins.

Devant cette situation, en 2001 les Amis de la Terre Japon ont commencé à travailler avec un village de la zone de Horquin Sandy Land, à un projet dénommé « Verdir le désert ». En 2010, leur collaboration s'était étendue à douze villages et deux collèges de la région. Les activités menées en commun incluent la plantation d'arbres et la protection des herbages pour leur permettre de se reconstituer. Dernièrement, ces terres sont devenues des champs cultivés et des pâturages où les gens peuvent à nouveau nourrir leur bétail. Bientôt ils pourront vendre de l'herbe fauchée pour gagner de l'argent. Dans vingt ans, on prévoit qu'ils pourront compléter leurs revenus en vendant des arbres en rondins, tout en évitant un déboisement excessif. Les Amis de la Terre Japon continueront de les soutenir et de les encourager pour qu'ils puissent vivre et coexister avec la nature sans l'aide de personne.



danemark

<< Nous avons formé notre organisation pour être plus forts. Les Amis de la Terre Danemark sont apparus parce que l'un d'entre nous connaissait l'organisation. Elle nous a donné de bons conseils et nous a aidés quand nous avons organisé une réunion publique ; ensuite, ils ont coopéré avec nous à propos d'une autre manifestation. Pour nous, il a été très positif de pouvoir profiter de leurs compétences et de leurs connaissances. Depuis, nous avons le sentiment que nous ne sommes pas dépourvus de moyens. >>

Asger Møller Madsen, agriculteur local et président de l'organisation de citoyens



Le président de la campagne Non au stockage de CO₂, Asger Møller Madsen, parle avec le ministre du Climat et de l'énergie, Lykke Friis.

Février 2011 : manifestation contre le CSC.

adt danemark

contre la politique de captage et de stockage de carbone

En 2008, le géant de l'énergie Vattenfall annonçait qu'il prévoyait une grande opération de captage et stockage de carbone dans une centrale électrique au charbon du Danemark, et que le projet serait complété en 2020. L'opération consistait à transporter le dioxyde de carbone, au moyen d'un gazoduc, jusqu'à un dépotier souterrain situé 30 km plus loin.

Vattenfall avait entrepris des recherches sismiques qui comportaient des explosions qui effrayaient les animaux domestiques et provoquaient de l'insécurité chez les agriculteurs et les habitants en général, qui estimaient qu'ils n'en avaient pas été suffisamment informés. Certains agriculteurs avaient refusé à Vattenfall d'entrer dans leurs terres.

En mai 2009, la population a formé une organisation dénommée « Nej til CO₂-lagring » (Non au stockage de CO₂). Ils ont contacté les Amis de la Terre Danemark / NOAH pour profiter de leurs connaissances en matière de CSC. Le groupe a organisé des manifestations,

des stands dans les villages, du lobbying et des activités médiatiques. Fin 2009, Vattenfall a annoncé qu'elle ajournerait ses projets CSC au Danemark « jusqu'à ce que cette technologie soit disponible dans le commerce ».

En attendant, Vattenfall a décidé de se tourner vers des projets en Allemagne, où elle recevra des subsides de l'Union européenne. Pourtant, la résistance est forte aussi en Allemagne ; à présent, les populations des deux pays coopèrent étroitement dans leurs initiatives.

Malgré les assurances des experts, qui disent que tout sera sûrement contrôlé, l'inquiétude au sujet des fuites possibles du dioxyde de carbone enfermé dans les conteneurs ne s'est pas dissipée. Le public doit rester vigilant et maintenir sa résistance, comme il l'a fait au sujet des biotechnologies (OGM) et du nucléaire. Même si les projets sont mis en sommeil, ils ne doivent pas relâcher leur garde : pour rentabiliser l'énorme capital qu'ils sont en train d'investir dans les projets de ce genre, l'industrie et ses défenseurs sont tout à fait disposés à attendre.

La campagne « Non au stockage de CO₂ et les Amis de la Terre Danemark continueront de travailler ensemble dans d'autres domaines, par exemple au sujet de l'amendement de la Loi du sous-sol, qui appliquera la directive 2009/31/EC de l'Union européenne sur le stockage géologique de dioxyde de carbone. En mars 2011, le ministre du Climat et de l'Énergie du Danemark a annoncé que le stockage de CO₂ à l'intérieur du pays ne sera pas autorisé avant 2020 : une victoire partielle.

Les Amis de la Terre Danemark font campagne pour que le parlement décide d'exclure définitivement le CSC de la politique danoise sur l'énergie et le climat. Leur proposition, présentée en février 2011, est soutenue par Non au stockage de CO₂, par la Société danoise pour la conservation de la nature, par Greenpeace, par SustainableEnergy, par le Mouvement danois pour le climat et par la Bürgerinitiative gegen das CO₂-endlager (Allemagne du Nord). Elle a déjà obtenu le soutien de trois partis politiques de l'opposition.

<< Nous avons compris le problème de devoir vivre au-dessus d'un dépotier de CO₂ et nous avons été heureux de les aider avec les moyens que nous avons. Il est évident que la lutte de ces citoyens coïncide avec celle des Amis de la Terre Danemark, qui essaie d'ouvrir les yeux des politiciens et du public aux dangers du CSC. >>

Falle Bendsen, Les Amis de la Terre Danemark



costa rica



© s. pereira, fo. uruguay/redes



© onehemisphere

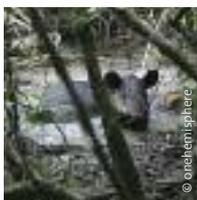
adt | costa rica / coecoceiba

l'opposition à stone container transforme l'activisme écologiste

Entre 1992 et 1994, les Amis de la Terre Costa Rica, accompagnées de la population et des organisations locales de la péninsule d'Osa, dans le Sud du Costa Rica, menèrent une forte campagne pour dénoncer et s'opposer aux plans de la société transnationale Stone Container de planter 20 000 hectares de *Gmelina arborea* en régime de monoculture.

À la mémoire de
María del Mar Cordero,
Oscar Fallas, David Maradiaga et
Jaime Bustamante

Les Amis de la Terre
Costa Rica / coecoceiba



© onehemisphere

Un tapir, péninsule d'Osa,
Costa Rica.

Plantation en
Amérique latine.

Une famille de la
péninsule d'Osa,
au Costa Rica.

Le littoral de la
péninsule d'Osa.



© onehemisphere

Ces plantations avaient pour but de produire des quantités industrielles de copeaux de bois pour les exporter aux États-Unis. Le complexe industriel et le port prévus allaient se situer au cœur du Golfo Dulce, un endroit de grande diversité biologique et l'une des zones côtières les mieux préservées du pays.

La campagne réussit à mettre fin aux projets de l'entreprise, qui étaient mal planifiés, ne tenaient pas compte des conditions et des caractéristiques sociales de la zone, et risquaient d'avoir d'énormes répercussions socio-environnementales. La force de la campagne résidait dans le fait qu'elle était organisée par la population locale, qui avait fait beaucoup de manifestations et d'actions de résistance. Elle permit aux habitants de considérer et de développer une perspective politique sur l'importance et l'usage de leurs territoires, et elle créa des espaces politiques de discussion avec le gouvernement et avec d'autres acteurs. Surtout, elle fit prendre conscience aux habitants du besoin de discuter du modèle actuel de développement, de la durabilité et de leurs droits en général.

Le secteur environnemental commença ensuite à se transformer en un mouvement populaire, à s'inspirer de plus en plus des notions d'écologie sociale et d'économie environnementale, et à former des alliances avec d'autres mouvements. La campagne contribua à identifier les secteurs paysan et indigène comme des alliés naturels dans les propositions et les discussions concernant les questions environnementales, et il suscita une solidarité internationale de plus en plus grande.

La campagne contre Stone Container a aussi une valeur symbolique. En effet, trois jeunes activistes écologistes qui y avaient participé activement moururent dans un incendie qui éclata chez eux au moment précis où la campagne arrivait à une conclusion victorieuse. En outre, sept mois et sept jours plus tard, un autre jeune écologiste mourut dans des conditions mystérieuses, et son corps fut retrouvé dans un parc de San José, situé juste en face du siège de Stone Container.



espagne

adt espagne

l'expulsion des cultures transgéniques

L'Espagne est le seul pays d'Europe qui cultive des produits agricoles génétiquement modifiés (OGM) à grande échelle : le maïs transgénique y a proliféré depuis 1998 et couvre aujourd'hui 10 000 hectares. Avec une législation taillée sur mesure pour les entreprises multinationales, et un gouvernement de plus en plus susceptible aux pressions des États-Unis, l'Espagne est devenue la porte d'entrée des OGM en Europe.

Dès le début, et malgré le manque absolu d'information et de débats, les organisations de la société civile, y compris les Amis de la Terre Espagne, se sont mobilisées contre l'imposition des cultures GM ; elles ont divulgué de l'information, pris des initiatives diverses

pour exercer des pressions politiques, et construit de fortes alliances, surtout avec les organisations d'agriculteurs (par exemple, avec COAG, membre de La Vía Campesina).

Le mouvement anti-GM, auquel participent aussi les groupes locaux des Amis de la Terre Espagne, a déjà remporté quelques victoires significatives. Les îles Baléares ont été déclarées zone sans OGM, et il y a eu de forts mouvements de résistance dans beaucoup de régions, comme Galice et Madrid. L'imposition de règles de coexistence inacceptables a été empêchée également.

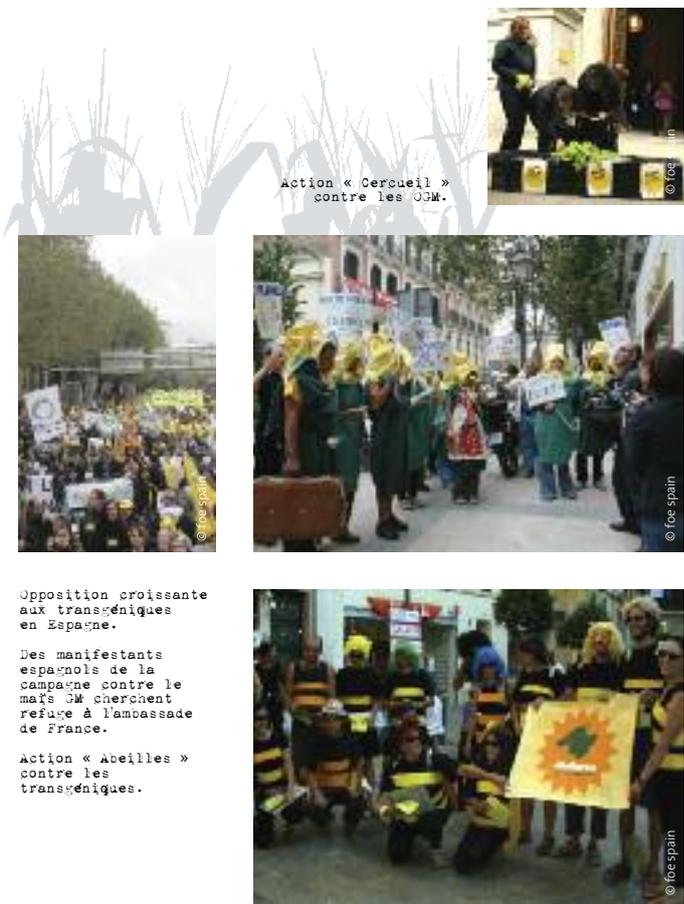
En 2009, plus de 8 000 personnes ont manifesté à Zaragoza, la capitale d'Aragon (la région européenne qui a le plus de cultures GM), et 150 actions ont été organisées dans tout le pays. En 2010, 15 000 personnes se sont réunies à Madrid pour réclamer l'interdiction des cultures GM.

La situation est en train de changer graduellement en Espagne : au moins, la plupart des Espagnols savent aujourd'hui ce que sont les OGM et quelles sont les conséquences de les cultiver et de les consommer, et l'opposition a grandi. En 2010, la superficie plantée de maïs GM a diminué pour la deuxième année consécutive.

Les Amis de la Terre Espagne continuent à faire campagne et participent maintenant à d'autres luttes collectives, par exemple à la construction d'un mouvement pour la souveraineté alimentaire.

<< La lutte contre les OGM a été toujours très dure en Espagne. Pendant toutes ces années, notre pays a été le seul d'Europe à cultiver des OGM et on nous voyait comme un cas désespéré. Mais nous avons montré qu'en organisant des mobilisations et des campagnes fondées sur des informations sérieuses et rigoureuses, sur la base des aspirations de centaines de personnes, et en travaillant en équipe avec d'autres organisations, nous pouvions obtenir de grands changements. Cela nous permet de voir l'avenir avec espoir, de voir la possibilité d'une Espagne future sans OGM. >>

David Sanchez Carpio, les Amis de la Terre Espagne



Action « Cercueil » contre les OGM.

Opposition croissante aux transgéniques en Espagne.

Des manifestants espagnols de la campagne contre le maïs GM cherchent refuge à l'ambassade de France.

Action « Abeilles » contre les transgéniques.



indonésie



« Arrêtez la cimenterie ». Java.

Zone montagneuse de l'île de Java, Indonésie.

Jeunes tecks.



adt | indonésie / walhi

la lutte contre le ciment en java centrale

Les montagnes Kendeng se trouvent en Java centrale, dans la subdivision Sukolilo du district de Pati. Sukolilo possède de nombreux sites historiques et des sites exotiques naturels aptes à attirer le tourisme : le tombeau de Saridin, des grottes, des ermitages, et le patrimoine du royaume de Malawapati.

C'est là qu'habite le peuple Sedulur Sikep. Cette communauté suit les enseignements de Samin – le Saminisme – diffusés par Samin Surosentiko (1859 – 1914). Ses membres rejetèrent la culture coloniale néerlandaise et l'économie capitaliste apparue au 19e siècle. En y opposant une résistance active, ils refusèrent toute réglementation, y compris l'obligation de payer des impôts au gouvernement néerlandais. En revanche, ils développèrent leurs propres coutumes et traditions. La communauté vit encore de la même manière, en cultivant la terre sans avoir recours à des outils modernes. Les agriculteurs

plantent du maïs et des piments rouges dans les zones sèches, et du riz dans quelques zones humides. Ailleurs, ils ont des tecks et des bananiers. Au total, 144 503 personnes travaillent dans le secteur agricole.

La richesse naturelle de Pati provient de son paysage karstique, dans les montagnes Kendeng du Nord. Malheureusement, cette caractéristique géologique a attiré le plus grand producteur de ciment de l'Indonésie, l'entreprise Semen Gresik (Persero) Tbk, car le calcaire du karst est utilisé dans la fabrication de ciment.

L'entreprise veut construire une cimenterie dans la zone agricole la plus importante, où l'on cultive du riz et du maïs. Si on lui permet de le faire, la cimenterie aura de fortes conséquences pour l'environnement et pour la santé des gens, à cause de la poussière, du bruit et de la pollution de l'air et du système hydrologique local. Il n'existe aucune garantie de bénéfices économiques pour la population qui, de toute façon, s'oppose catégoriquement à ce genre d'installation industrielle.

L'entreprise est entrée officiellement dans la région en 2006, grâce à un permis gouvernemental pour des activités d'exploration minière. Pour soutenir l'opposition de la population, les Amis de la Terre Indonésie / WALHI ont intenté un procès administratif contre le permis minier à la Cour administrative de Semarang ; ils ont gagné en seconde instance à la Cour suprême. Cette décision a annulé le permis d'exploration de l'entreprise, qui a dû arrêter ses activités.

Or, les habitants de la zone ont été prévenus qu'on essaie de modifier la politique d'aménagement territorial de la zone de Kendeng, pour permettre l'entrée des grandes entreprises minières, agricoles, touristiques et autres. Donc, malgré le triomphe à la Cour suprême, la lutte continue.



hongrie

KliMAvédelmet!



© a. molnar, green circle, hajdúszoboszló (a member group of friends of the earth in Hungary)



© a. molnar, green circle, hajdúszoboszló (a member group of friends of the earth in Hungary)

Mosaïque représentant la carte de Hongrie en face du parlement, pendant que 100 activistes des Amis de la Terre Hongrie réclamaient des mesures nationales radicales au sujet du climat.

adt hongrie / mtsz

une mosaïque géante colore le débat sur le climat

Par une journée pluvieuse de novembre 2007, cent activistes venus de tous les coins de Hongrie se sont réunis à Budapest devant le parlement hongrois et ils ont placé par terre 1 500 carreaux de bois peint, dessinant une mosaïque colorée qui reproduisait la carte du pays.

<< Ces 100 activistes dédiés représentent dix mille personnes qui exigent une action radicale au sujet du changement climatique. La force de ce mouvement réside dans la coopération ; il s'est avéré réussi, et nous sommes contents que notre organisation en ait fait partie. >>

Zsuzsanna Sara, leader de l'association Beretzk Peter Environment Protection, du village de Rőpözke, Hongrie du Sud-Est

C'était l'action finale de la campagne « Protection climatique tout de suite » des Amis de la Terre Hongrie / MTSVZ ; elle marquait la culmination d'une lutte de deux ans pour un changement radical de la stratégie du pays en matière de climat.

Les organisations membres régionales qui avaient participé à la campagne avaient organisé 75 actions publiques dans 27 villes. Les Amis de la Terre Hongrie avaient rencontré 12 000 personnes qui avaient soutenu la campagne en peignant des messages et en signant des cartes postales. Lors de la manifestation de fermeture, une pétition a été remise au président de la Chambre des représentants, au ministre de l'Environnement et aux représentants de tous les partis. La pétition, signée par 63 ONG, et les cartes postales, réclamaient la même chose : les Hongrois veulent davantage d'engagement et des mesures concrètes pour s'attaquer vraiment aux causes structurelles du changement climatique. Ils veulent que les autorités adoptent à ce sujet une stratégie nationale radicale.

La lutte s'est soldée par une victoire : en février 2008, la Hongrie a adopté une Stratégie nationale sur le changement climatique, premier pas vers l'adoption d'une législation ferme à ce sujet.

<< Nous avons rencontré des milliers de personnes pendant notre campagne, et il était évident que la majorité espérait que les autorités changeraient radicalement de stratégie à propos du changement climatique. Il a été très gratifiant de voir que les autorités invitées à la manifestation étaient vraiment impressionnées par la pression publique que nous avons suscitée. >>

Alexa Botar, activiste du climat chez les Amis de la Terre Hongrie



colombie



Forum pour la défense du Páramo et contre les mines.



Activistes colombiens.

Activistes communautaires au Forum.

Forum colombien pour la défense du Páramo.



© B. Steenssens, esperanza@protonmail.net



© B. Steenssens, esperanza@protonmail.net

adt | colombie / censat agua viva

la défense du páramo el almorzadero

Au début des années 1990, les Amis de la Terre Colombie / Censat Agua Viva ont été invités à la municipalité de Cerrito, dans le Nord-Est du pays, par des communautés qui s'inquiétaient des activités d'une entreprise minière qui cherchait de l'antracite dans le páramo El Almorzadero. Les habitants de la région ne savaient pas grand-chose à propos du charbon, mais ils ont compris que les eaux qui coulaient du páramo étaient en danger.

<< Le páramo El Almorzadero est un territoire vivant ; ce n'est pas un endroit pour les mines, c'est un endroit pour les espèces indigènes, les lagunes, les marais, les fleuves, et pour les paysans qui ont toujours vécu là. >>

María Stella Sandoval Rincón, les Amis de la Terre Colombie

Grâce aux activités démocratiques et participatives organisées par la suite, les habitants ont conclu que les emplois et les ressources économiques que les mines pouvaient produire n'allaient jamais remplacer la sécurité que leur apportaient l'agriculture, l'eau et la terre. Les paysans et la population locale se sont mobilisés et organisés ; l'entreprise a quitté la région et le projet minier a été suspendu. À la place, les leaders de la résistance ont proposé l'agro-écologie en tant que moyen de protéger le páramo, d'obtenir la souveraineté alimentaire et de renforcer leur identité territoriale et culturelle.

Pourtant, vers la fin du siècle la menace des mines de charbon était de retour. La défense du páramo El Almorzadero est redevenue fondamentale pour la province de García Rovira, et des activités diverses ont été organisées, dont le Congrès national des páramos et des forêts d'altitude des Andes, le premier Marché national des semences, et la Rencontre nationale des marchés paysans, qui ont permis de renforcer la résistance, de divulguer des informations et d'élaborer des alternatives.

Finalement, les diverses organisations sociales ont décidé de créer la Commission de surveillance pour la protection du páramo El Almorzadero, à laquelle participent les Amis de la Terre Colombie. En quête de solutions permanentes, la commission a présenté l'Initiative législative populaire, signée par 800 personnes, qui demande au conseil municipal de Cerrito de déclarer 'zone sans mines' la partie du páramo El Almorzadero qui tombe sous sa juridiction. En août 2010, le conseil municipal a finalement approuvé cette initiative, et le maire l'a adoptée.

Cette décision a inspiré le conseil municipal de Chitaga, voisin de Cerrito, à adopter une réglementation semblable pour la partie du páramo qui dépend de lui.

<< Il est important de rester unis : si nous décidons de dire 'non' à l'exploitation du charbon, nous devons respecter cette décision. Surtout lorsque nous voyons ce qui s'est passé à d'autres endroits où il y a eu des activités d'extraction minière, où la pauvreté règne. Pour nous, l'eau passe avant tout ; nous luttons pour notre vie. >>

Isaias Villamizar, paysan de Cerrito, Santander



togo



Des enfants d'un village de pêcheurs togolais.

Des pêcheurs artisanaux prennent le départ.

Des pêcheurs togolais et leurs filets.



adt | togo

du soutien pour les peuples de pêcheurs togolais

Les plages togolaises sont grouillantes d'activité au petit matin, lorsque les pirogues de bois sont poussées au large, et plus tard, dans l'après-midi, quand on les tire à sec. Les femmes fument le poisson et le vendent sur la plage ou sur le marché local, comme l'ont fait leurs parents et leurs grands-parents. Or, ces traditions sont maintenant en péril, et la faim et la pauvreté se répandent sur ces plages bordées de palmiers.

Il est absurde que 74 % du poisson que l'on mange au Togo soit pêché en Europe du Nord, tandis que beaucoup de pêcheurs du littoral du pays ne peuvent plus vivre de la pêche. La famine se propage, car de nombreuses personnes n'ont plus les moyens d'acheter du poisson, leur source principale de protéines.

Le littoral du Togo et ses habitants subissent la menace des flottilles de pêche modernes venues du Nord de l'Europe, qui dominent la mer et épuisent ses ressources. Elles profitent des accords de commerce passés, par exemple, avec l'Union européenne, qui les font bénéficier de subsides injustes, favorables aux grandes opérations, aux dépens des moyens de subsistance des populations côtières. Les gouvernements de Togo et d'autres pays d'Afrique occidentale sont tiraillés par des besoins contradictoires : le « développement » et les revenus que promettent ces accords commerciaux, et le besoin de protéger les ressources naturelles dont les gens dépendent pour leur survie.

Les Amis de la Terre Togo font campagne pour convaincre les togolais d'acheter le poisson pêché sur place, au lieu du poisson bon marché importé. En plus, ils apprennent aux pêcheurs locaux l'importance d'utiliser des filets différents, qui permettent aux jeunes poissons de retourner à la mer où ils pourront se reproduire plus tard. Ils conseillent de suspendre la pêche pendant certaines périodes, en général une semaine par mois pendant la pleine lune, pour que les populations de poissons puissent se reconstituer. Ils travaillent aussi avec les femmes de la région pour divulguer d'autres manières de fumer le poisson, en utilisant du bois recyclé plutôt que les arbres de la région ou le charbon.



La pêche de la journée.



ukraine

rassemblement contre l'usine de batteries pour automobiles.



Les médias s'intéressent à la pétition contre l'usine.

Participation des médias à la campagne contre l'agrandissement de l'usine de fabrication de batteries.

Manifestation contre l'usine.



adt | ukraine

le triomphe des ukrainiens sur une usine polluante

En Ukraine, la recherche du développement économique a comporté l'importation de technologies bon marché, démodées et souvent illégales en provenance des pays développés, sans considérer la santé de la population ni le besoin de préserver les ressources naturelles du pays.

En 1992, par exemple, dans la région de Dniepropetrovsk (une zone fortement industrialisée où la pollution atteint des niveaux incroyables), la société ukrainienne ISTA a commencé à construire une usine de fabrication de batteries pour automobiles ; les équipements étaient importés d'Allemagne, où les contestataires locaux avaient réussi à stopper la production.

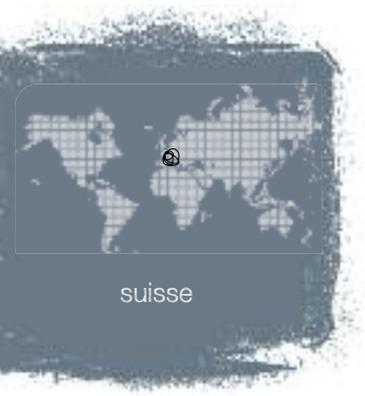
Entre 1995 et 2000, ceux qui habitaient près de l'usine ont commencé à souffrir de troubles de santé que les praticiens ont confirmés : un dentiste, par exemple, a trouvé du plomb dans les dents des enfants qu'il soignait. En outre, les anciens travailleurs de l'usine se sont mis à révéler l'existence de mauvaises pratiques. Certaines personnes ont essayé de pousser les autorités et la direction de l'usine à s'attaquer à ces problèmes, sans résultat.

Les Amis de la Terre Ukraine ont contribué à organiser un groupe d'action local ; un meeting convoqué en avril 2000 pour protester contre les violations des droits de l'homme et des droits de l'environnement commises par l'ISTA a réuni plus de 1 000 personnes, dont les directeurs de entreprise, qui ont réussi à mettre la foule en colère en affirmant que l'usine n'était pas plus dangereuse « qu'une boulangerie ».

Après le meeting, l'ISTA a engagé des poursuites contre le groupe d'action, contre la branche locale des Amis de la Terre et contre le dentiste de la zone, affirmant que l'usine était inoffensive pour l'environnement et que l'image de l'entreprise avait été ternie. Il y a eu des tentatives d'intimidation des activistes et de leurs sympathisants.

En réponse, les Amis de la Terre ont embauché des experts pour qu'ils réunissent des informations à propos de l'usine. Ces experts ont découvert que l'usine n'avait pas fait l'évaluation environnementale nécessaire et qu'elle ne respectait pas son obligation d'informer les autorités locales de ses activités.

Après que les Amis de la Terre ont dénoncé publiquement que l'entreprise persécutait leurs membres, l'ISTA a demandé une réunion et les médias ont commencé à s'occuper de l'affaire. Finalement, l'agrandissement prévu de l'usine n'a pas eu lieu, tout son personnel de direction a été remplacé, et les personnes qui habitaient à proximité ont bénéficié d'un arrangement à l'amiable satisfaisant.



suisse



adt suisse / pro natura

le public veut une législation ferme sur l'aménagement du territoire

Fin 2004, le plan de construire à Galmiz une grande usine qui allait créer 1 200 emplois a été annoncé : la société biomédicale nord-américaine AMGEN cherchait un nouvel endroit pour s'installer en Europe, facile d'accès et avec un régime fiscal favorable.



Manifestation contre Amgen à Galmiz, en Suisse.

Cédant aux pressions, la municipalité locale et les autorités cantonales ont approuvé le projet, tandis que le responsable de l'office fédéral du développement territorial ne réagissait pas, ce qui équivalait à autoriser une exception à la législation sur l'aménagement du territoire. Pourtant, au moins deux autres sites remplissaient les conditions requises, à moins de 30 km de distance !

Les Amis de la Terre Suisse / Pro Natura et d'autres organisations écologistes ont fait objection, parce que l'idée d'installer un site industriel de 550 ha en plein milieu du Grand Marais (une zone marécageuse qui a été transformée en terre arable au dix-neuvième siècle et qui est célèbre pour la qualité de sa production végétale) était contraire à la logique et aux lois existantes.

Au lieu de jouer la carte juridique, les Amis de la Terre Suisse ont décidé de bâtir un mouvement populaire avec les agriculteurs locaux et les ONG écologistes et de protection du patrimoine. Une association a été créée à cette fin. La marche pacifique organisée en avril 2005, à laquelle ont participé près de 2 000 personnes, a bénéficié d'une forte couverture médiatique. Le débat s'est déchaîné dans la presse nationale et au parlement. Finalement, la compagnie a laissé tomber ses projets : en 2006, Amgen a annoncé qu'elle investirait un milliard USD en Irlande, où 1 100 emplois seraient créés. Or, en 2007, ce projet aussi a été « reporté à une date indéterminée ».

Depuis, les Amis de la Terre Suisse ont bien réussi à mettre sur le tapis le problème de l'aménagement du territoire et de ses rapports avec l'utilisation de la terre, les ressources du sol, la perte de diversité biologique, l'étalement urbain et les émissions de gaz à effet de serre. Ils encouragent la réalisation d'un referendum national pour une nouvelle législation qui veuille à ce que la terre soit utilisée de façon durable, que les sols agricoles soient préservés et réservés exclusivement à la production d'aliments, et que la superficie totale affectée à la construction ne soit pas augmentée pendant les 20 prochaines années.

Plus de 110 000 personnes ont signé au cours des douze premiers mois ; le referendum aurait lieu début 2012.



australie

<< Le plus significatif de cette campagne est le fait qu'elle a étroitement rapproché les aspirations des autochtones au sujet de la terre et du développement, et la protection de l'environnement. Elle est devenue un point de référence pour la création de parcs nationaux. Les peuples indigènes sont, une fois de plus, les protagonistes de la gestion d'une partie considérable de leurs territoires traditionnels. >>

Cam Walker, responsable des communications nationales des Amis de la Terre Australie



adt australie

le collectif barmah millewa

Sur les deux rives de l'emblématique fleuve Murray, à 200 km au nord de Melbourne, s'étend une forêt impressionnante, la forêt de Barmah-Millewa. Cette vaste étendue où alternent les zones boisées et les marais temporaires est la forêt d'eucalyptus la plus grande du monde.

Ses propriétaires traditionnels, les Yorta Yorta, ont toujours considéré Barmah-Millewa comme leur bastion. Depuis l'invasion européenne, les Yorta Yorta ont lutté sans interruption pour leurs droits territoriaux et pour la santé du pays ; ils ont présenté au moins 18 demandes formelles de terres et de compensations. L'activité la plus récente a commencé en 1998, lorsque les anciens des Yorta Yorta ont demandé aux Amis de la Terre de se joindre à leur campagne pour protéger Barmah-Millewa et récupérer leur droit à gérer la forêt. Avec l'aspiration d'obtenir la justice sociale et environnementale, de nouvelles alliances ont été formées : le collectif Barmah-Millewa – Amis de la Terre était né.

En aval, à Nyah-Vinifera, dans le pays Wadi Wadi, la forêt d'eucalyptus de 1 000 ha était menacée elle aussi par la reprise de l'exploitation forestière, après une pause de vingt années. Une campagne parallèle à la précédente a abouti à la création des Amis de Nyah-Vinifera.

Pendant les douze années suivantes, les gouvernements étatique et fédéral ont subi de fortes pressions pour que les forêts d'eucalyptus soient protégées. La campagne incluait des actions directes, telles que le blocage des opérations forestières illégales, et des activités de pression, de formation populaire et de divulgation. Les alliances se sont étendues et les lignes de combat se sont rejointes le long du fleuve.

Une campagne unifiée pour l'eucalyptus en a découlé, à laquelle ont participé de nombreuses organisations de conservations et des nations propriétaires traditionnelles.

En 2009, le gouvernement du Victoria a protégé 91 000 hectares de forêt d'eucalyptus en les incluant dans de nouveaux parcs : le Parc national de Barmah et le Parc national de Nyah-Vinifera. Un an plus tard, la Nouvelle-Galles du Sud cédait enfin à la pression populaire et protégeait 114 000 ha supplémentaires, en y incluant Millewa. Dans les deux États, ces forêts en particulier ont été désignées pour être cogérées avec leurs propriétaires aborigènes.

Un événement de bon augure s'est produit en juillet 2010, quelques semaines seulement après la création officielle des parcs : l'eau a commencé à dégouliner sur le sol de la forêt. Après une sécheresse de dix ans, les marais ont ressurgi le long du Murray. Pendant le printemps et l'été, les forêts de Barmah-Millewa et de Nyah-Vinifera ont été inondées, permettant aux poissons, aux oiseaux et aux plantes aquatiques de se reproduire et de reconstituer leurs populations.

<< Sur le long chemin de la justice foncière, Barmah-Millewa a toujours été un phare pour les Yorta Yorta. Au cours de la dernière décennie, les Amis de la Terre ont parcouru ce chemin avec nous ; ils sont devenus des alliés dignes de confiance et des amis fidèles. Ensemble, nous avons planté un jalon par la création du parc national de Barmah-Millewa, créant ainsi une base culturelle et écologique pour les Yorta Yorta. >>

Neville Atkinson, président du Conseil aborigène de la nation Yorta Yorta



états-unis

adt états-unis

la protection des habitants de la côte

La navigation internationale a de fortes répercussions sur ceux qui vivent près des ports et, en particulier, sur les peuples autochtones et les communautés pauvres du littoral. Du fait que 70 % des émissions totales dues à la navigation ont lieu à 250 miles de la côte, les habitants de ces communautés se battent contre un nombre disproportionné de cas de cancer, de maladies respiratoires et de mort prématurée.

Les Amis de la Terre États-Unis ont passé les dix dernières années à lutter pour améliorer la vie des populations affectées, en travaillant à l'Organisation maritime internationale (OMI), l'organe de l'ONU chargé de réglementer l'industrie maritime. Leur participation a été cruciale pour limiter la pollution de l'air causée par les navires.

En 2000 ils se sont engagés dans une bataille judiciaire, quand ils ont demandé à l'Agence pour la protection de l'environnement des États-Unis (EPA) de réduire la pollution de l'air provoquée par les bateaux. Le combat a occupé le devant de la scène en 2009, lorsque l'EPA a finalement formulé une proposition pour freiner la pollution des bateaux et l'a présentée à l'OMI, conjointement avec le Canada, dans le but d'obtenir l'interdiction du carburant de soufre très polluant utilisé par les grands bateaux qui naviguent le long de la côte nord-américaine.

Les Amis de la Terre États-Unis ont profité de leur position à l'OMI pour faire entendre l'avis de personnes comme Jesse N. Marquez, de la Coalition pour un environnement sûr, qui travaille au niveau de la base dans le Sud de la Californie. La coalition a fait remarquer les effets nuisibles des émissions de l'industrie maritime sur les peuples indigènes, qui habitaient ces régions bien avant l'existence des ports, et qui ont dit « [nous] ne sommes pas venus nous installer dans les ports, nous avons toujours été là ».

Le 26 mars 2010, l'OMI a finalement approuvé les nouvelles normes, qui vont réduire considérablement les émissions mortelles des navires aux États-Unis et au Canada. Ces normes entreront en vigueur en 2012 et, en 2015, les bateaux qui voyageront à moins de 200 miles de la côte nord-américaine devront réduire leurs émissions dans l'atmosphère de 80 % ou plus (les eaux de l'Arctique ne sont pas comprises pour l'instant). Cette décision interdit effectivement les carburants de soufre les plus polluants et permettra d'éviter, d'ici à 2020, des millions de cas de maladie et 14 000 cas de mort prématurée aux États-Unis.



Le Holland America Oosterdam quitte le port de Seattle, État de Washington, USA.

© f. elleman



japon



2002 : manifestation de Timmawa en face de l'ambassade du Japon.

2003 : rencontre des personnes affectées par les barrages avec le gouvernement japonais à Tokyo.



adt | japon

une position ferme au sujet de san roque

Pendant plus d'une décennie, Les Amis de la Terre Japon ont collaboré étroitement avec les communautés des Philippines qui s'opposaient à la construction du barrage de San Roque (qui fait partie du projet polyvalent de San Roque) et qui, depuis, en ont subi les effets. Le barrage a été financé par le gouvernement japonais.

Parmi les activités organisées avec les communautés locales et les autochtones qui habitent la région ont figuré une manifestation devant l'ambassade du Japon à Manila, et l'accueil de leaders communautaires qui se sont rendus au Japon pour discuter avec des citoyens japonais et pour se réunir avec des représentants de la Banque japonaise de coopération internationale (JBIC) et de la Diète du Japon.

Depuis que la construction du barrage s'est terminée en 2002, AdT Japon fait campagne pour que ceux qui ont perdu

leurs terres ou leurs moyens d'existence soient indemnisés, et pour que soient pleinement tenues les promesses faites aux familles d'agriculteurs et d'orpailleurs. L'organisation a lutté aussi pour que la population indigène soit incluse parmi les personnes affectées. S'il reste encore des problèmes à résoudre – dont le non-paiement d'indemnités et l'appauvrissement des habitants – ces efforts ont contribué à obtenir que certaines personnes déplacées reçoivent des parcelles en échange. Près d'un millier d'habitants ont participé à un programme sur les moyens d'existence après avoir été officiellement reconnus comme orpailleurs.

Le Japon finance invariablement, dans les pays en développement, des projets centrés sur l'exploitation des ressources naturelles et la construction de grands ouvrages d'art qui peuvent avoir de graves conséquences pour la société et l'environnement. Pour l'éviter, Les Amis de la Terre Japon ont participé à des consultations sur les directives environnementales et sociales avec la JBIC et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).

<< Douze années sont passées depuis que les habitants de la région et AdT Japon ont commencé à travailler ensemble sur les problèmes déclenchés par la construction du barrage de San Roque. Nous ne pourrions pas considérer ce travail comme fini, tant que les habitants n'auront pas récupéré leurs moyens d'existence et que le Japon n'aura cessé d'imposer à d'autres des projets de développement semblables. >>

Hozue Hatae, Les Amis de la Terre Japon

<< AdT Japon nous a aidés à exiger le respect des droits des orpailleurs et des agriculteurs depuis le début du projet de barrage de San Roque. Nous lui en sommes reconnaissants, et nous remercions aussi les gens qui ont participé aux voyages d'études qu'elle a organisés. Le courage dont ils ont fait preuve en venant nous voir, même après l'assassinat de notre président antérieur, nous a vraiment encouragés à poursuivre notre campagne. Nous aimerions maintenir vivante cette coopération et prouver que nous ne sommes pas démoralisés. >>

Mme Nora Luzano, présidente de l'organisation populaire locale, Timnay dariti Mannalon a Mang-wayawaya iti Agno (TIMMAWA, Mouvement des paysans pour la libération du fleuve Agno).

40 années de luttes et de succès

mobiliser. résister. transformer

www.foei.org



**Les Amis
de la Terre
International**